

Le Soudan d'un conflit à l'autre

Roland Marchal

▶ **To cite this version:**

Roland Marchal. Le Soudan d'un conflit à l'autre. Les Études du CERI, 2004, 107-108, pp.1-59. hal-01020134

HAL Id: hal-01020134
https://sciencespo.hal.science/hal-01020134

Submitted on 7 Jul 2014

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Les Études du CERI
N° 107-108 - septembre 2004

Le Soudan d'un conflit à l'autre

Roland Marchal

Centre d'études et de recherches internationales
Sciences Po

Roland Marchal

Le Soudan d'un conflit à l'autre

Résumé

La guerre au Sud-Soudan qui a débuté en 1983 semble toucher à sa fin grâce à la signature d'accords de paix en mai 2004. Pour tenter d'évaluer les chances de la paix, il convient de cerner l'évolution du régime islamiste depuis sa prise de pouvoir en 1989, et les effets produits par ses divisions internes et l'accès à des revenus pétroliers significatifs, comme par l'impact régional du 11 septembre. Il faut également s'interroger sur le contenu des accords et les difficultés auxquelles les Sud-Soudanais devront faire face dans leur délicate mise en oeuvre. La crise au Darfour souligne la modestie des résultats obtenus malgré une forte intervention internationale. D'une part, les problèmes structurels du Soudan (citoyenneté, forme de l'Etat) n'ont pas été résolus ; de l'autre, le régime ne paraît pas disposé à se réformer radicalement.

Roland Marchal

Sudan. From one conflict to the next

Abstract

The peace agreements that were signed in May 2004 may imply the end of the war in South Sudan. In order to assess the likelihood of success, one has to discuss the changes after the Islamists were brought to power in 1989 by a military coup. Of special interest are the impacts of their internal divisions, the emergence of oil money as significant revenues for the State and the consequences of 9/11 in the Middle East. Moreover, difficulties to implement the agreements in South Sudan should not be underplayed. The underdevelopment of this region, the existence of militias still supported by Khartoum and the history of the civil war among Southern Sudanese could give room to bitter divisions and proxy wars involving Khartoum's government. The current crisis in Darfur reflects the weaknesses of the peace process despite a strong international involvement. Structural issues such as citizenship have not been addressed and this very crisis shows how little the regime intends to reform itself.

Le Soudan d'un conflit à l'autre

Roland Marchal
CERI/CNRS

Le 26 mai 2004, le vice-président soudanais, Ali Osman Mohamed Taha, et le dirigeant du MPLS/APLS[1], John Garang de Mabior, signaient trois accords qui concluaient le cœur d'une négociation entamée en juin 2002 et laissaient espérer un accord global et final pour l'automne 2004[2]. La paix semblait probable et non plus seulement possible, au terme d'un conflit qui avait débuté en mai 1983, après un premier épisode guerrier, de 1955 à 1972, et un premier accord signé alors entre insurgés sudistes et gouvernement de Khartoum à Addis-Abeba[3]. Pour la seconde fois depuis son indépendance, le 1er janvier 1956, le Soudan pouvait entrevoir le retour à une situation normale et bénéficier de la récente manne pétrolière (aujourd'hui près de 300 000 b/j) pour doper son développement.

Pourtant, à l'annonce de cette nouvelle, la liesse populaire ne fut pas aussi grande qu'auraient pu l'escompter les observateurs internationaux. D'une part, la crise du Darfour et les accusations de génocide et de nettoyage ethnique à l'encontre du gouvernement troublaient quelque peu l'image d'une paix retrouvée : plus d'un million de personnes avaient été obligées de fuir leurs habitations en quelques mois, des milliers étaient mortes dans des combats, d'autres encore plus nombreuses allaient mourir des conséquences de leur déplacement forcé et des difficultés de l'accès à

[1] Mouvement populaire de libération du Soudan/Armée populaire de libération du Soudan.

[2] Le meilleur site pour se tenir informé de l'actualité soudanaise est **http://www.sudantribune.com/**

[3] La meilleure synthèse disponible sur cette guerre est celle de Douglas Johnson, *The Root Causes of the Civil War in the Sudan*, Oxford, James Currey, 2003. Cette lecture indispensable peut cependant être complétée par d'autres livres plus anciens et parfois plus partisans qui éclairent certaines facettes du conflit, notamment Lam Akol, *SPLM/SPLA: Inside an African Revolution*, Khartoum, Khartoum University Press, 2001 ; Abel Alier, *Southern Sudan: Too Many Agreements Dishonoured*, Exeter, Ithaca Press, 1990 ; Lazarus Leek Mawut, *The Southern Sudan: Why Back to Arms ?*, Khartoum, St George Printing Press, 1986.

l'aide d'urgence. D'autre part, certains secteurs de la population urbaine entendaient exprimer leur réserve sur les implications de ces accords, peut-être moins sur leur contenu que sur l'identité des signataires. Les accords eux-mêmes garantissaient en effet pour plusieurs années encore le maintien aux affaires des principaux responsables du conflit. Lors de son premier discours au soir du coup d'Etat, le 30 juin 1989, le général Omar Hassan el-Beshir, chef de la junte militaire et président *de facto* du pays, avait promis la paix des braves et, bien évidemment, l'éradication de la corruption. La guerre, plutôt que la paix, avait pourtant été à l'ordre du jour pendant la décennie suivante et cela n'avait changé que grâce à des pressions internationales extrêmement fortes après le 11 septembre 2001[4]. Encore, leur accouchement avait été difficile depuis la signature du premier protocole, en juillet 2002, à Machakos (Kenya): il avait fallu attendre deux ans durant lesquels celle-ci avait été promise jour après jour.

A l'été 2004, le Soudan fait donc face à plusieurs paradoxes. Après avoir tenté avec un réel succès de se réinscrire comme un partenaire normal sur la scène régionale et internationale depuis 1996, certes non sans ambiguïtés, Khartoum est aujourd'hui pratiquement accusé du plus grave de tous les crimes, celui de génocide, par certaines organisations de défense des droits de l'homme[5]. Comment expliquer que pour régler un conflit sans apparente importance stratégique, les dirigeants soudanais aient adopté une stratégie militaire si violente et si coûteuse en termes diplomatiques ? Quant aux accords de paix, le débat sur leurs implications ne fait également que commencer. En effet, leur logique est de porter les nouvelles autorités du Sud-Soudan au niveau le plus proche de l'indépendance au sein du Soudan. Si cette lecture peut être contredite de multiples manières par une lecture attentive des textes, il reste que le mouvement de John Garang disposera pour une période intérimaire de plus de six ans d'une armée sous son propre contrôle, aura sa propre banque centrale, mettra en place un système judicaire spécifique. Un tel résultat valait-il les sacrifices consentis ou imposés depuis deux décennies ? Telle est la question que peuvent se poser notamment les familles desdits martyrs partis mener la guerre sainte (djihâd) au Sud-Soudan sur les injonctions de ce régime.

Le présent texte tente une analyse de cette période singulière : un entre-deux entre la guerre qui n'a pas encore trouvé son terme dans quelques poches isolées du Sud-Soudan et se redéploie au Darfour, et une paix rêvée qui devrait être plus que le

[4] Affirmer cela n'implique nullement qu'il y ait un lien organique entre les deux événements. La nomination du sénateur J. Danforth comme représentant spécial du président G. W. Bush date du 6 septembre 2001 et marque le début d'un processus diplomatique qui a conduit à la situation actuelle. Les événements du 11 septembre et leurs conséquences ont convaincu les dirigeants soudanais que des menaces américaines ne seraient plus seulement rhétoriques comme cela avait été, pour l'essentiel, le cas sous la présidence démocrate.

[5] Human Rights Watch, *Darfur Destroyed: Ethnic Cleansing by Government and Militia Forces in Western Sudan* (**http://hrw.org/reports/2004/sudan0504/**) et Amnesty International, *Sudan: Security Council has a Moral and Legal Responsibility to Act* (**http://www.amnesty.org.uk/**) ainsi que Physicians for Human Rights (**http://www.phrusa.org/research/sudan/**). Seule cette dernière organisation soutient sans réserve l'accusation de génocide au moment où ce texte est écrit. Les deux autres organisations demandent de pouvoir se rendre au Soudan pour vérifier des données avant de donner un avis définitif, ce que leur refuse le gouvernement soudanais.

cessez-le feu dont bénéficient les populations des monts Nouba, de la région du Nil bleu et d'une grande partie du Sud-Soudan depuis près de deux ans. Une telle analyse ne peut escompter rendre compte de la multiplicité des scénarios possibles ; elle peut à peine prétendre donner un aperçu sur quelques aspects cruciaux et certains points aveugles importants du discours politique actuel sur le Soudan. En particulier, à la question rituelle de savoir si la paix va prévaloir, la seule réponse possible est de souligner, au-delà de la complexité du processus politique enclenché par ces accords et de la très grande méfiance qui demeure entre les protagonistes, les énormes ambiguïtés qui parsèment les textes.

Dans une première partie, cette étude rappelle l'évolution politique qui a incité depuis 1996 le régime à une certaine ouverture, lui a permis de se réinsérer sur la scène régionale, grâce au conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie engagé en mai 1998, et lui a donné dans sa division interne en 1999 les gages apparents d'un aggiornamento idéologique. Cette partie souligne aussi les conditions dans lesquelles les principaux acteurs occidentaux se sont impliqués dans les négociations de paix, leur vision de la crise soudanaise : grâce à la diplomatie américaine tout à fait volontariste, peut enfin se mettre en place une réelle négociation.

La seconde partie s'interroge sur le contenu des accords et tente de sérier les inévitables difficultés que leur mise en œuvre devrait rencontrer. Il serait erroné à en voir la liste de conclure mécaniquement à un échec prévisible et au retour de la guerre. La thèse défendue ici est que le processus politique n'est pas complètement verrouillé par les principaux protagonistes du conflit et qu'il est donc possible, sous certaines conditions, d'escompter un processus certainement brouillon mais qui pourrait aller de l'avant, rendant le retour de la guerre forclos à l'échelle du Sud-Soudan. Les négociateurs soudanais ont su tirer un certain nombre d'enseignements des multiples débats qu'ont suscités les différents épisodes de la guerre. La nouvelle donne internationale et proche-orientale ainsi que les conditions économiques internes dessinent un cadre radicalement original. Les tensions auxquelles la société soudanaise devra faire face dans son proche avenir sont sans doute inscrites dans ces dynamiques de changement autant que dans l'histoire du conflit.

La dernière partie est consacrée au conflit au Darfour, qui est une première illustration des questions laissées en suspens par les négociations. Elle vise à deux objectifs. Le premier est de proposer une analyse de cette crise, de son histoire et de ses enjeux au-delà du discours humanitaire qui prédomine depuis que la communauté internationale l'a découverte en décembre 2003. En mettant l'accent sur les formes de ce conflit, elle remplit un second objectif qui est de souligner les faiblesses structurelles du dispositif de négociations entre Khartoum et le mouvement de John Garang, ses points aveugles et ses implications sur la recomposition politique qui devrait théoriquement advenir dans les prochaines années, si la communauté internationale et les signataires des accords respectent leur parole.

Il est hors de propos ici de proposer une tentative de bilan du régime arrivé au pouvoir par un coup d'Etat le 30 juin 1989, pas plus d'ailleurs que du mouvement islamiste soudanais ou de sa tendance tourabiste, le Front national islamique (FNI) théoriquement dissous après le coup d'Etat. Pour tenter de cerner les contours du pouvoir soudanais à l'aube des négociations, il faut revenir sur un certain nombre de facettes de son existence depuis 1989. L'image qui s'en dégage alors est celle d'un régime qui a perdu son socle idéologique, toute ambition de mettre en œuvre un projet politique et social, mais qui sait faire preuve d'un certain pragmatisme et d'une volonté de durer, d'autant qu'il n'a pas perdu, malgré ses fractures internes, le contrôle d'un instrument essentiel de sa survie, un dispositif sécuritaire omnipotent.

De l'unité problématique à la division du mouvement islamiste

Si, pendant la seconde moitié des années 1980, les islamistes soudanais ont tenté peu ou prou de proposer un contre-modèle d'organisation et de pratique politiques, leur prise de pouvoir par un coup d'Etat en juin 1989 et leur aspiration dans l'appareil d'Etat ont paradoxalement limité leur capacité à moderniser la vie politique soudanaise. Alors qu'avant le coup d'Etat, le Front national islamique semblait dessiner un nouveau pacte social aux frontières certes ambiguës[6], son arrivée aux affaires a eu des effets extrêmement ambivalents sur sa capacité à proposer des solutions politiques originales et à maintenir une unité qui avait eu un rôle essentiel dans sa percée dans le monde urbain des années 1980.

Si le contrôle de l'appareil d'Etat lui donnait des moyens significatifs pour restructurer le tissu social soudanais et mettre en œuvre le projet « civilisationnel », il créait d'emblée des résistances et des contradictions qui, on le voit rétrospectivement, ont eu raison des velléités de réforme affichées par ses dirigeants, sauf à confondre effets de la coercition et peur avec soutien et participation au changement. Les divisions internes, la montée inégalée de la corruption dans les cercles dirigeants et l'apparition d'un discours ethnique comme discours de pouvoir manifestent à des degrés divers la crise de ce courant politique et son incapacité actuelle à penser son avenir au–delà de son simple maintien aux affaires.

Si, rétrospectivement, on tente de mettre en lumière les facteurs qui ont poussé vers une telle impasse ce mouvement porteur d'une réelle modernité, il faut revenir sur la

[6] Voir notamment Roland Marchal, « Eléments d'une sociologie du Front national islamique soudanais », *Les Etudes du CERI*, 5, octobre 1995 (**http://www.ceri-sciences-po.org/cerifr/publica/etude/1995.htm**) et Abdelwahab el-Effendi, *Turabi's Revolution. Islam and Power in the Sudan*, Londres, Grey Seal Books, 1991.

manière dont Hassan Abdallah el-Tourabi a pu conquérir un ascendant sur un mouvement islamiste soudanais divisé, polarisé par différents courants idéologiques et par des affiliations variées, dynamisées par le factionnalisme qui existe bien au-delà des plus grandes organisations politiques soudanaises, que sont le parti Oumma dirigé par le Premier ministre renversé par le coup d'Etat de 1989, Sadeq el-Mahdi, et le Parti démocratique unioniste (PDU) conduit par une grande figure religieuse, Mohamed Osman el-Mirghani.

Après sa division officialisée en 1999 avec la scission entre le vieux dirigeant et un groupe composite conduit par le vice-président Ali Osman Mohamed Taha, l'accent est mis sur l'hétérogénéité interne, les choix divergents et les rivalités dans l'appareil politique islamiste. Si Hassan el-Tourabi apparaît comme un leader charismatique aux yeux de la base de son mouvement, dans les cercles dirigeants les avis sont plus contrastés. Certes, il est le seul au sein du premier cercle à avoir produit une œuvre intellectuelle qui lui donne une certaine aura dans le petit monde des islamistes du Maghreb et du Golfe, et à pouvoir entretenir des amitiés avec certains dirigeants comme l'Emir de Qatar (par ailleurs, et bien avant 2001, un allié des Etats-Unis). Mais au sein de son organisation, ses choix ont depuis longtemps alimenté des clivages et des scissions, et pas seulement avec les courants les plus proches des Frères musulmans égyptiens ou des wahhabites regroupés dans l'organisation Ansar-e sunna. Par exemple, son choix de rejoindre en 1977 le régime de Djafar Mohamed Nimeyri, un régime pro-américain qui avait réprimé avec détermination les militants de son organisation et le seul régime arabe à soutenir les accords de Camp David, avait suscité des départs et de profondes réserves internes. Dix ans plus tard, l'alliance de son parti avec celui du Premier ministre Sadeq el-Mahdi, en 1988, avait été conditionnée par l'acceptation d'une stratégie alternative, la préparation d'un coup d'Etat par des militaires acquis au mouvement, sans mesurer les problèmes qu'une telle alliance pouvait créer. Pour autant qu'on puisse le savoir, ce débat avait fourni à Ali Osman une occasion supplémentaire de marquer sa différence avec le dirigeant du FNI (*cf*. *infra*).

L'arrivée au pouvoir des islamistes dans de telles conditions ne pouvait qu'accroître les tensions internes dans les cercles dirigeants de l'organisation officiellement dissoute[7]. L'aspiration des cadres du parti dans l'appareil d'Etat, la différence entre logiques partisanes et administratives, la nécessité pour l'Etat de tenir compte de ses interlocuteurs au niveau régional et international ne pouvaient qu'aiguiser des différences, d'autant que le dirigeant islamiste avait refusé toute fonction ministérielle et présidait le Parlement mis en place à ce propos dès 1992. Certes, Tourabi avait la

[7] Depuis la création du Front de la Charte islamique en 1965, le mouvement islamiste s'était doté d'un Comité de 40 cadres dirigeants, d'un mandat de deux ans, dont la fonction était de débattre les grandes orientations mises en œuvre par l'organisation. En 1989, 38 des 40 donnaient carte blanche à Hassan el-Tourabi. Seuls deux s'opposèrent à ce blanc-seing qui impliquait une dissolution du FNI : Hassan Mekki Ahmed, un universitaire expert du FNI sur la Corne de l'Afrique, et l'universitaire Tayyeb Zein Abdi. Après le coup d'Etat, les ministères étaient gérés par des comités composés de membres du FNI. Après 1992, les sympathisants les plus sûrs furent inclus. Avec l'instauration du Congrès national, toutes ces structures semi-clandestines fusionnèrent avec l'appareil d'Etat officiel. Entretiens avec Mahboub Abdi Salam, ancien secrétaire particulier de Hassan el-Tourabi, Londres, juillet 2004.

haute main sur les décisions de l'Etat, mais ce contrôle demeurait extérieur à la machinerie de l'appareil d'Etat et, à l'occasion, pouvait susciter quelques interrogations. En 1992, par exemple, Tourabi révélait à la BBC que la première opération militaire d'ampleur contre l'APLS avait été conduite à partir du territoire éthiopien, ce avec la bénédiction d'Addis-Abeba. De la même manière, deux ans plus tard, il expliquait que les Français avaient fourni des images satellites sur les bases des insurgés sud-soudanais pour remercier Khartoum de l'arrestation de Carlos, ce que nient encore aujourd'hui les autorités françaises…

Si l'on en croit certains témoins[8], les différences se faisaient jour dès l'instauration du nouveau régime, et consacraient déjà des rivalités à l'œuvre dans les années 1980. Hassan el-Tourabi aurait voulu une dissolution de la junte militaire dès 1991 : il dut attendre 1993. Il aurait dû être libéré avant la fin de l'été 1989, il ne le fut qu'en fin d'année. Son premier contact en tête à tête avec Omar el-Beshir n'aurait eu lieu qu'après l'échec de la tentative d'assassinat de Hosni Moubarak en 1995, tant celui-ci était toujours cornaqué par des proches de l'actuel vice-président, Ali Osman Mohamed Taha, alors ministre de la Planification sociale. Etc.

Sans doute un tournant crucial se produisit-il avec l'attentat manqué contre le président Hosni Moubarak, le 29 juin 1995, lors de son arrivée dans la capitale éthiopienne. Très rapidement, l'implication des services de sécurité soudanais était attestée[9]. Malgré dénégations et manœuvres dilatoires, le gouvernement soudanais ne pouvait éviter des sanctions internationales ; celles-ci furent ordonnées par le Conseil de sécurité en 1996[10]. Dans le même temps - il serait difficile d'y voir une pure coïncidence - les relations déjà extrêmement tendues entretenues par Khartoum avec le FMI[11] se dégradaient encore, au point que la menace d'une expulsion de l'organisation internationale devenait probable, rendant encore plus difficile pour les dirigeants soudanais la conclusion d'accords avec des partenaires internationaux pour l'exploitation du pétrole[12]. *Last but not least*, l'aide à l'opposition, d'abord l'APLS mais aussi l'Alliance nationale démocratique (AND) forte des plus significatives organisations politiques soudanaises, était à nouveau à l'ordre du jour et le ton martial des diplomates américains laissait penser aux opposants réfugiés à Asmara que cette aide ne serait pas uniquement politique.

---

[8] *Id.*

[9] « Calling the shots after Addis-Abeba », *Africa Confidential* 36 (14), 7 juillet 1995. Cette revue fut poursuivie en justice par les dirigeants d'une ONG impliquée dans la tentative d'attentat, Moafak el-Hairiya. Elle perdit plusieurs centaines de milliers de £ car aucun service de sécurité (éthiopien ou occidental) ne voulait publiquement dire combien cette analyse était partagée. L'ONG fut mise sur la liste noire quelques semaines après le 11 septembre…

[10] Résolutions 1056 et 1070 du Conseil de sécurité des Nations unies

[11] Le FMI ferma son bureau en 1984 à Khartoum. Malgré le très net réchauffement depuis 1998, il ne l'a toujours pas rouvert.

[12] Un projet qui était également au cœur de la décision d'organiser le coup d'Etat en 1989.

Le débat dans les cercles dirigeants soudanais se focalisa rapidement sur une série de décisions qui prirent effet dans les dix-huit mois suivants. Plus tard, les chancelleries arabes et occidentales analysèrent ces luttes factionnelles sur le registre des « durs » - Tourabi et les fervents partisans de sa diplomatie arabe et populaire - et des « modérés » puisque gestionnaires de l'Etat au jour le jour, une erreur majeure pour la compréhension de ces phénomènes. Pourtant, les clivages ne reflétaient alors pas du tout ces camps dessinés *a priori* : les plus durs se regroupaient autour de l'alliance des sécuritaires et des militaires, le général Zubayr Mohamed Saleh[13] et Ali Osman Mohamed Taha, qui avaient déjà réussi à retarder de 1991 à 1993 la dissolution de la junte militaire ; Hassan el-Tourabi et Ghazi Salah ed-Din Atabani et leurs partisans faisaient alors figure de « libéraux ». Nombre de débats acides de cette période furent déballés publiquement au moment de la rupture, après décembre 1999, au point de troubler beaucoup de militants et de sympathisants de base du FNI. Le vieux dirigeant islamiste en tira argument pour se dédouaner de ses responsabilités et ajouta qu'à l'inverse du vice-président, il n'avait en rien participé à l'organisation de l'attentat contre Hosni Moubarak, une assertion confirmée par Ghazi Salah ed-Din Atabani qui ne lui était plus politiquement proche.

Même si le débat était vif, les dirigeants islamistes durent néanmoins agir. Un certain nombre d'hôtes de marque comme Oussama ben Laden furent invités à quitter le pays : mieux valait ne plus trop susciter l'ire américaine[14]. Hassan el-Tourabi, contre les sécuritaires du parti regroupés derrière Ali Osman, prônait une ouverture politique ; il annonçait dès sa prise de fonctions comme président du nouveau Parlement, le 1er avril 1996, la rédaction d'une nouvelle Constitution - elle devait être adoptée en mai 1998 - et la création, dès 1996, d'un parti qui agglomérerait le noyau dur des islamistes (le FNI), d'autres groupes islamiques (Ansar-e Sunna, Ikhwan al-Muslimin), des personnalités du nimeyrisme ralliés de la première heure (comme Abdel Basit Sabdarat) et des notables légitimistes ou plus simplement opportunistes. Le Parti du congrès national (PCN) devait refléter la capacité du régime issu du coup d'Etat de 1989 à tisser de nouvelles alliances politiques (notamment dans les provinces) et à construire un nouveau bloc au pouvoir grâce aux diverses politiques mises en œuvre depuis 1989 : investissements ou promesses d'investissement dans certaines régions, mobilisation de la zakat pour des projets sociaux, cooptation d'une élite locale en rupture de ban avec les partis traditionnels, etc.

---

[13] Il décède dans un accident d'avion le 12 février 1998 ; parmi les 8 autres victimes sur les 57 passagers que comptait l'avion se trouvaient également Abdel Salam Souleiman, directeur de l'importante ONG islamique internationale, aujourd'hui mise sous contrôle, al-Dawa, et Musa Sid-Ahmed, l'un des négociateurs du côté gouvernemental avec les groupes qui avaient fait scission de l'APLS en 1991, dans la région du Haut-Nil.

[14] Dans ses années de participation au nimeyrisme et après 1989, le FNI avait fourni un certain nombre de facilités à des mouvements islamistes palestiniens, libanais, égyptiens, maghrébins et autres. Après le 11 septembre 2001, c'est évidemment la seule lecture sécuritaire de cette aide qui prévaut. La réconciliation entre l'OLP et Hamas après la signature des accords d'Oslo s'est faite en partie au Soudan ; il faudra un jour dresser de manière plus sereine le bilan de l'action de Khartoum durant cette période, de son aide à des groupes terroristes mais aussi de ses médiations entre groupes radicaux et services secrets arabes ou occidentaux.

Pour faire bonne mesure, une nouvelle loi, mise en œuvre dès le 1er janvier 1999, devait offrir aux anciens partis politiques une possibilité restreinte de retourner dans le champ politique et donner ainsi au nouveau système l'apparence d'un certain libéralisme. Cette loi sur les associations (*Tawali*) ne faisait guère illusion dans les rangs de l'opposition, dont les membres étaient toujours soumis aux arrestations arbitraires. Cependant, le changement ne fut pas qu'en trompe-l'œil. D'une part, la répression devenait, dans la capitale au moins, plus ciblée et moins violente dès lors qu'elle concernait des Nord-Soudanais. On était loin du compte, mais les terribles excès du début des années 1990 étaient forclos. D'autre part, la presse faisait son apparition. Le Soudan avait toujours eu une presse d'une certaine liberté de ton, ce qui souligne d'autant la nature de certains régimes dits modérés dans son environnement arabe (Egypte, Yémen et Tunisie, pour ne prendre que des pays alliés de l'Occident dans la grande guerre contre ledit terrorisme). A partir de 1997-1998, non sans risque ni dommage, les journalistes soudanais ont essayé de faire revivre cette tradition et y sont parvenus, car pratiquement tous les grands courants d'opinion sont aujourd'hui représentés[15].

Deux événements majeurs allaient considérablement influer sur l'évolution du régime : le bombardement d'une usine à Khartoum, en août 1998, qui soulignait la nécessité de normaliser ses relations avec les Etats-Unis et la guerre entre l'Erythrée et l'Ethiopie qui démontrait que le Soudan pouvait redevenir un arbitre régional.

Le 20 août 1998, le président Clinton, en plein scandale Monica Lewinsky, ordonnait le bombardement d'une usine de fabrication de médicaments à Khartoum Nord, en représailles contre une possible participation soudanaise à l'opération menée par al-Qaïdah contre les ambassades américaines au Kenya et en Tanzanie au début du mois. Cette opération était basée sur des informations contestables recueillies auprès d'un seul opposant soudanais[16] et avait été décidée avec tout l'amateurisme dont l'administration Clinton était capable dans sa gestion du dossier soudanais. Mais l'usine al-Shifa[17] entrait dans l'histoire… Les responsables soudanais prenaient peur et

[15] Restent cependant deux faiblesses structurelles que ce régime a su utiliser à son profit. D'une part, la profitabilité douteuse de ces entreprises qui les rend très sensibles à la confiscation des numéros imprimés. D'autre part, l'absence de réel réseau de distribution en dehors de la capitale, ce qui d'une certaine manière conforte l'isolement de l'opposition en limitant les termes du débat politique. Voir Heather J. Sharkey, « A century in print: Arabic journalism and nationalism in Sudan, 1899-1999 », *International Journal of Middle East Studies*, 31, 1999.

[16] Déjà ! Si l'on en croit les observateurs soudanais, il s'agissait de Moubarak al-Fadel Al-Mahdi, cousin de Sadeq el-Mahdi. Proche du FNI lorsqu'il était ministre de l'Intérieur, il avait pu fuir en Libye au début juillet 1989, sans doute à cause de son lien de parenté indirecte avec Ghazi Salah ed-Din. Dirigeant du parti Oumma en exil, ses relations orageuses avec Sadeq l'incitèrent, après être rentré avec ce dernier à Khartoum en 2000, à rallier le régime. Il est à l'heure actuelle conseiller à la Présidence. Il semble que sa dénonciation ait été provoquée par une rivalité commerciale l'opposant alors à Salah Idriss, le propriétaire de l'usine al-Shifa. Voir Roland Marchal, « Des contresens possibles de la privatisation. Privatisation de l'Etat et bienfaisance au Somaliland et au Soudan », *Politique africaine*, 73, mars 1999.

[17] Andrew Marshall, « US evidence of terror links to blitzed medicine factory was "totally wrong" », *The Independent*, 15 février 1999. Seymour Hersh, « The missiles of August », *The New Yorker*, 12 octobre 1998.

adoptaient progressivement une attitude plus conciliante sur les questions de sécurité, d'abord avec les pays voisins (notoirement l'Egypte) puis, à partir du début 2000, avec les Etats-Unis. Comme ironisaient les opposants à Khartoum, si en août 1998 les dirigeants soudanais n'avaient pas regagné leur couche au lendemain de l'envoi de missiles sur al-Shifa, le 12 septembre 2001 ils dormaient paisiblement dans leurs lits. Cette normalisation partielle, sans doute ambiguë comme le souligne la presse américaine après le 11 septembre, permettait de ramener les déclarations très agressives de Madeleine Albright et de Susan Rice à leur réalité la plus nue : un pur exercice de rhétorique sans implication d'un réel soutien de l'opposition.

Le second événement était plus important peut-être pour la géopolitique régionale : le conflit entre l'Erythrée et l'Ethiopie à partir de mai 1998 et, sur un mode mineur, celui dans l'Est de la République démocratique du Congo redessinaient une nouvelle carte des enjeux régionaux[18] et mettaient un terme à la grande alliance contre l'islamisme qui avait marqué la majeure partie des années 1990. Les dirigeants érythréens et éthiopiens étaient arrivés au pouvoir en 1991 grâce au soutien décisif de Khartoum, mais ils n'avaient cessé de montrer depuis lors leurs réserves puis leur hostilité vis-à-vis d'un régime qui confondait si allègrement services de sécurité et organisations caritatives islamiques et offrait l'hospitalité à des groupes d'opposition armés… Aussi les conflits dans la grande région marquaient l'échec de la politique clintonienne d'appui aux « nouveaux leaders africains » et l'aiguisement des rivalités entre la France et ses pourtant alliés anglo-saxons, créant un espace politique supplémentaire pour Khartoum. Le très net rapprochement du Soudan avec l'Ethiopie était manifeste dès l'automne 1998, quelques mois après le début des hostilités sur la frontière avec l'Erythrée, et permettait d'esquisser une alliance régionale dont les effets démultipliés sont encore perceptibles aujourd'hui. Le choix de Khartoum était d'ailleurs limité. L'Erythrée jouait un rôle essentiel dans la survie d'une opposition politique civile et militaire et maintenait l'Est du Soudan sous la menace d'incursions de groupes insurgés auxquels l'armée érythréenne pouvait prêter main forte. De plus, depuis 1994, l'Erythrée avait rompu ses relations diplomatiques avec le Soudan. Exacerber l'opposition de l'Ethiopie à Khartoum aurait été un choix périlleux. D'abord parce que l'Ethiopie aurait pu redonner aux insurgés sud-soudanais les facilités militaires et logistiques qu'ils avaient perdues avec le renversement du régime de Mengistu Haile Mariam. Ensuite, parce qu'il est très vite apparu que les Etats-Unis avaient choisi de soutenir l'Ethiopie plutôt que l'Erythrée, sans doute par réalisme géopolitique et peut-être parce que les Erythréens avaient engagé un conflit mal venu. Enfin, parce que l'opposition armée éthiopienne, très active sur Internet, l'était bien moins sur le terrain. Ce basculement permettait le développement d'une intégration économique et un isolement de l'Erythrée à travers une alliance associant Sana'a, Addis-Abeba et Khartoum.

[18] Roland Marchal, « Le Soudan au cœur du conflit érythréo-éthiopien », *Politique africaine*, 74, juin 1999, et, plus récemment, Frank van Acker, « Uganda and the Lord's Resistance Army: the new order no one ordered », *African Affairs*, 103 (412), juillet 2004, et Gérard Prunier, « Rebel movements and proxy warfare: Uganda, Sudan and the Congo (1986-1999) », *ibid.*

Les relations entre Hassan el-Tourabi et les dirigeants de la génération suivante n'étaient ni simples ni bonnes, comme on en avait eu une première illustration en 1992 lorsque son état de santé s'était dégradé à la suite d'une agression subie au Canada et que les rivalités s'étaient alors exprimées sans fausse pudeur. Si Hassan el-Tourabi faisait valoir son passé de dirigeant charismatique, de théoricien reconnu et de personnalité internationale, les autres responsables du parti avaient depuis la seconde moitié des années 1960 suivi ses pérégrinations politiques et portaient sur lui un regard plus désabusé qu'il ne le pensait. Ali Osman, en particulier, s'était imposé comme dirigeant du groupe parlementaire lors de la période 1986-1989 et, déjà à cette époque, avait marqué sa différence face à un dirigeant qui lui paraissait prisonnier du système des « grandes familles » qui avaient confisqué l'arène politique au Soudan dès la fin de la seconde guerre mondiale[19]. Sans aura particulière mais militant déterminé, c'était un homme d'organisation, méticuleux et radical. Il avait été le véritable concepteur du coup d'Etat, même si l'on sait que Hassan el-Tourabi avait été étroitement associé au projet et avait donné son accord[20].

Lorsque Hassan el-Tourabi décida à l'automne 1999 de prendre le contrôle du parti et d'asseoir son rôle dirigeant, la manœuvre apparaissait d'une grande limpidité pour ceux qui, comme Ali Osman ou Ghazi Salah ed-Din, avaient pratiqué le personnage depuis de longues années. A travers cette prise de contrôle se dessinaient en fait plusieurs enjeux. Le premier, personnel, était pour le vieux leader islamiste de retrouver l'influence sur l'appareil d'Etat qu'il avait progressivement perdue, ses opposants imposant peu à peu leurs hommes et ne l'associant plus de la même manière aux décisions grandes et petites de l'Etat. En se repositionnant ainsi, il montrait également que c'était le parti qui restait l'organe de décision véritable, et non l'appareil d'Etat, une situation qui ne pouvait que déplaire à ses anciens camarades omnipotents dans et par l'Etat mais devenus minoritaires dans la nouvelle direction du parti. Evidemment, cela valait en particulier pour les islamistes au sein de l'armée et notoirement pour Omar el-Beshir, maintes fois humilié par son aîné. Une autre raison vaut mention ici : la nouvelle équipe dirigeante qu'entendait concocter le vieux dirigeant aurait été un groupe rajeuni de responsables d'abord fidèles à sa personne et n'aurait donc pas tenu compte de la hiérarchie interne antérieure : cela signifiait passer par pertes et profits la génération de Ali Osman et s'appuyer sur la génération suivante… La décision du président Beshir, le 12 décembre 1999, de dissoudre le Parlement et de suspendre la Constitution marquait donc une rupture radicale dans le mouvement ; elle marquait l'apogée de la crise mais pas exactement son dénouement.

La décomposition du mouvement islamiste et la division des membres du FNI en deux courants très polarisés au printemps 2000, avec la création du Congrès national populaire, ne pouvaient qu'avoir des effets importants sur la société soudanaise urbaine. Le trouble manifeste chez les militants de base du mouvement était redoublé

[19] Gabriel Warburg, *Islam, Sectarianism, and Politics in Sudan since the Mahdiyya*, Londres, Hurst and Co. 2002. Rappelons que Hassan el-Tourabi est marié à l'une des sœurs de Sadeq el-Mahdi.

[20] Au moins trois autres dirigeants du FNI étaient au fait du projet : Ali el-Hajj Mohamed, Awad Ahmed el-Jaz et Ibrahim Senoussi.

par celui provoqué par les décisions prises d'un côté comme de l'autre. Ainsi, jouant la carte du pragmatisme face à la radicalité du Congrès populaire, le gouvernement soudanais pariait sur un rapprochement avec les pays occidentaux qui avait également pour but d'élargir la concurrence entre investisseurs étrangers. Il n'hésitait pas pour se blanchir de ses activités passées à fournir des listes de noms d'islamistes recherchés (et même à en arrêter quelques-uns et à les déporter après le 11 septembre 2001). Le populisme doctrinaire et la rhétorique anti-corruption du régime disparaissaient : la corruption, déjà très présente, se développait encore et, à en croire les milieux d'affaires, atteignait alors les premiers cercles du pouvoir… Du côté des dissidents, l'heure était à la soudaine radicalisation de la critique du régime. Celle-ci était d'autant mieux informée que Tourabi en avait été le mentor pendant plus d'une décennie. De plus, après avoir été vilipendée pendant des années, la revendication démocratique devenait le point central du programme politique du Congrès populaire. Enfin, pour être sûr de donner le vertige aux plus fidèles de ses partisans, Tourabi concluait en février 2001 un accord pour renverser le gouvernement en place par des moyens pacifiques (quand même) avec le mouvement de Garang, décrit jusqu'alors *ad nauseam* comme une marionnette américaine et israélienne[21].

Plus largement, cette crise profonde allait cristalliser des réactions au-delà du cercle d'influence immédiate des islamistes. Certes, il est vraisemblable que d'autres dynamiques ont joué un rôle important dans leur cristallisation, peut-être plus essentiel, mais la concomitance des phénomènes mérite quelque réflexion. C'est peut-être d'abord la dépolitisation qu'il faut citer en premier. Celle-ci est manifeste chez nombre de sympathisants et de membres du parti islamiste et se double d'un cynisme de bon aloi vis-à-vis de la chose politique. Mais elle va bien au-delà de ces milieux tout à fait restreints. Elle explique pourquoi la fameuse *intifada* rêvée dès les premiers jours du coup d'Etat n'est pas pour demain. L'autre dimension du comportement s'affiche aujourd'hui sans nuance à Khartoum : la volonté de consommer, de vivre mieux et de s'en tirer individuellement, renvoyant sans doute à une évolution structurelle de la société soudanaise due notamment à la paupérisation de larges couches de la population urbaine, à la montée du consumérisme et à un individualisme porté par la globalisation.

Les relations avec l'armée et la question de la coercition

Centrale dans le dispositif de gestion sociale induit par la prise de pouvoir, la sécurité recoupait en fait plusieurs dimensions : les relations entre islamistes et militaires, l'encadrement de la jeunesse, la dimension sécuritaire du pouvoir comme

[21] Pourtant, grâce à ces positionnements si déroutants eu égard à leur passé, les islamistes du CNP pour la première fois pouvaient entretenir comme organisation des relations normales avec toutes les forces politiques soudanaises, y compris le Parti communiste.

assurance de sa conservation. Encore une fois, sans en proposer une analyse approfondie, quelques points saillants méritent d'être rappelés.

Si l'influence des islamistes dans l'armée n'était pas nulle, elle demeurait fragile. Le coup d'Etat avait créé une situation particulièrement délicate. Non sans hésitation, l'armée s'était ralliée au bout de quelques jours, tant elle était mécontente du gouvernement de Sadeq el-Mahdi, tant aussi elle escomptait retrouver avec le nouveau régime des avantages matériels et symboliques qu'elle avait perdus depuis le renversement du maréchal Djafar Nimeyri, en mai 1985. L'implication de l'armée fut au début décisive pour obtenir une caution régionale au nouveau pouvoir, tant les régimes prétoriens sont la norme dans le monde arabe : Le Caire faisait campagne en faveur de ces « militaires nationalistes et religieux » qui le débarrassaient de Sadeq el-Mahdi, hostile à l'Egypte et ami des régimes sulfureux libyen et iranien. Cette nécessité de jouer la carte prétorienne rendit nécessaire pour quelques temps la dyarchie du pouvoir à Khartoum. Si Omar Hassan el-Beshir était bien le chef de la junte et le Président, pratiquement toutes les décisions étaient prises ailleurs par Ali Osman Mohamed Taha, qui fut ministre de la Planification sociale, puis ministre des Affaires étrangères avant d'occuper le poste de premier vice-président laissé vacant par la mort accidentelle du général Zubeyr Mohamed Saleh, en février 1998[22]. Cette dyarchie était donc inégale, mais le maintien de Beshir aux plus hautes fonctions officielles ne correspondait pas simplement à un jeu diplomatique ; il permettait d'assurer l'armée d'un traitement privilégié dès lors qu'elle n'intervenait pas contre la politique du gouvernement. On retrouvait cette ambiguïté en décembre 1999 lorsque Beshir était acclamé au mess des officiers de Khartoum pour avoir renvoyé Tourabi à ses chères études, de nombreux officiers lui demandant d'achever un travail si bien commencé en se débarrassant également des autres « barbus » dans l'armée et dans les cercles du pouvoir[23].

Si l'armée a connu une chasse aux sorcières radicale avec des centaines de mises à pied, certaines règles ont prévalu, surtout après la période la plus dure, jusqu'en 1993, lorsque le régime craignait pour sa survie. Dans l'armée soudanaise, l'avancement se fait selon des règles institutionnelles, rarement en fonction de purs critères idéologiques. Les postes sont évidemment attribués avec une plus grande prudence aux non-islamistes, mais l'engagement militant n'est pas suffisant pour gagner du galon : il faut être « vert et expert », si l'on peut dire. Malgré une période d'ajustement structurel particulièrement rigoureux, les avantages matériels octroyés aux officiers sont significatifs et l'armée, comme durant la période nimeyriste, dispose aujourd'hui d'un véritable secteur financier et industriel où la Banque nationale d'Omdurman et le GIAD (zone industrielle où sont construits notamment des camions civils et militaires, quelques-uns sous licence française) figurent en bonne place. De la

[22] Certains affirment que Hassan el-Tourabi aurait alors voulu occuper ce poste devenu vacant et que Beshir dut le convaincre de n'en rien faire car le vieux dirigeant islamiste se serait retrouvé protocolairement sous l'autorité de celui qui avait obéi à ses ordres depuis juin 1989… Entretien, Khartoum, mai 2004.

[23] Entretiens, Khartoum, juillet 2000.

même manière, peu est dit sur l'organisation de l'économie de guerre au Sud-Soudan (et aujourd'hui au Darfour) et les relations parfois symbiotiques (ou familiales) entre certains officiers supérieurs et des commerçants qui ravitaillent les entrepôts militaires ou revendent le butin (notamment les bestiaux pillés ici et là) sur le marché national et international.

En fait, au cours des ans, pour pallier l'absence de base populaire pour le régime, s'est ainsi reconstitué un des versants du nimeyrisme, jadis honni par les islamistes. Le retour du Maréchal en 2000 et, depuis, la célébration de son règne correspondent sans doute à l'une des trajectoires possibles de ce régime après la signature des accords de paix : une intégration beaucoup plus prégnante de l'armée dans les mécanismes de décision étatique et sans doute, à terme, une militarisation des administrations régionales (i.e. des Etats puisque le Soudan est censé être une fédération depuis 1994). Cette forme de pouvoir militaire où Beshir jouerait un rôle plus conséquent a été également rendue possible par la disparition de cadres islamistes importants dans l'armée : deux accidents d'avion en février 1998 et en avril 2001, ont privé les islamistes de personnages clefs au sein de la hiérarchie militaire. On retrouverait alors l'un des scénarios déjà actés au Proche-Orient avec la militarisation du parti Baas et, à terme, celle du pouvoir. Si c'est une trajectoire possible qui satisferait ses voisins arabes (qui finiraient par avoir raison), d'autres possibilités existent et rendent mieux compte du peu d'ascendant exercé par Omar el-Beshir sur ses collègues islamistes au sein du gouvernement, à commencer par la faction majoritaire conduite par Ali Osman.

La mise sous tutelle de l'armée selon de telles modalités et la formation dans les écoles de guerre de jeunes officiers acquis aux idéaux islamistes (ou plus prosaïquement au régime actuel) ont été évidemment coûteuses : le FMI estime que le Soudan dépense bon an mal an environ 4,9 % de son PIB pour son appareil militaire et d'autres évaluations sont encore supérieures. Mais le pouvoir actuel y a gagné davantage que sa survie.

Le premier gain est une remise en cause du monopole de la violence à travers un dispositif institutionnel[24]. La création des Forces de défense populaire (FDP), quelques semaines après la prise de pouvoir, avait plusieurs fonctions qui se sont dessinées avec le temps. La première était de légaliser, et donc d'optimiser par l'octroi d'un entraînement spécifique et de matériels militaires, des milices créées localement et mieux à même de conduire l'affrontement contre les insurgés du Sud-Soudan. Ces milices n'étaient pas toujours des créations du nouveau régime[25]. Certaines avaient été suscitées par un membre du Conseil militaire transitoire (1985-1986), le général Fadlallah Burma Nassir[26], pour stopper les avancées de l'APLS dans le Nord du Bahr

[24] S'il y a une caractérisation du Soudan qu'il faut remettre en cause, c'est bien celle d'un Etat failli…

[25] Pour une part, ces milices étaient issues de l'exil libyen des années 1970, lorsque les opposants à Nimeyri tentaient de renverser le pouvoir à Khartoum.

[26] Son grade est « Brigadier » ; il est issu d'une grande famille baggara du Sud-Kordofan acquise au parti Oumma.

el-Ghazal, à la frontière avec le Sud-Kordofan et le Sud-Darfour. L'armée avait alors protesté et avait redit son opposition avec une plus grande vivacité encore en février 1989, lorsqu'elle avait fait savoir au Premier ministre tout le mal qu'elle pensait de son immobilisme : s'il voulait la guerre, il devait donner à son armée les moyens de la mener, au lieu d'armer des milices qui lui étaient personnellement attachées et dont le rôle semblait à terme de le protéger lui plus que le pays. L'histoire trancha dans le sens que l'on sait, mais l'armée obtint que les Forces de défense soient encadrées par des officiers de l'armée. Cette logique de constitution de milices locales, parfois en rivalité les unes avec les autres, a été mise en œuvre année après année au Sud-Soudan[27] : il y avait en 2002 au moment des premières négociations, plus de 25 milices, capables si le besoin s'en faisait sentir d'apparaître indépendantes ou au contraire comme segments de l'appareil d'Etat. Leurs relations avec l'armée étaient ambivalentes. C'étaient elles plus que les soldats qui allaient au feu tant l'armée soudanaise montrait peu d'enthousiasme à se battre[28] ; c'est sans doute pour cela qu'elles pouvaient éventuellement disposer d'un meilleur soutien logistique, ce qui leur donnait aussi une marge supplémentaire d'autonomie. Prenant plus de risques, elles avaient acquis le droit de vivre sur la population, notamment grâce aux pillages et à la capture de prisonniers. D'une certaine manière, les formes actuelles de la crise du Darfour ont leur origine dans le trop grand succès de cette stratégie de contre-insurrection au Sud-Soudan.

Cependant, les FDP ne se limitaient pas à ces milices locales, elles comprenaient également des groupes constitués dans l'univers urbain du Nord du pays à partir d'un recrutement soit volontaire soit obligatoire. Tourabi et ses proches critiquaient souvent, dans les premières années martiales du régime, « l'indolence » de leurs concitoyens et pensaient qu'il était essentiel de conforter l'éducation des adolescents par une période de service dans les FDP où seraient enseignés l'islam, tel que compris par les dirigeants, ainsi qu'un patriotisme « djihâdiste ». Tous les étudiants devaient passer par cette épreuve pour pouvoir poursuivre leurs études supérieures[29]. Le gouvernement a pu ainsi disposer de troupes de choc dans sa guerre contre l'APLS, identifier et recruter des cadres pour ses mouvements de jeunesse et ses organes de sécurité. Cependant, cette politique a eu deux effets importants qui ont miné à terme le soutien de la population à sa politique. D'une part, la guerre au Sud-Soudan était ignorée par la grande masse des Soudanais au Nord : elle était loin, l'armée qui s'y battait ne recrutait que marginalement dans le monde urbain, l'ennemi était

[27] Des milices existaient déjà dans la première guerre civile, mais elles n'avaient pas eu alors le rôle déterminant qu'elles eurent dans le second cycle d'affrontements pour mener la prédation et les massacres à une grande échelle.

[28] A des officiers supérieurs qui venaient se plaindre du manque de matériel, Hassan el-Tourabi avait l'habitude de répondre que l'Etat soudanais ne pouvait pas fournir des équipements à des soldats qui les vendaient immédiatement au camp opposé. Entretien, Londres, juillet 2004.

[29] On pourrait d'ailleurs souligner des similitudes entre ce projet islamiste et le service national érythréen qui lui aussi vise à reconstruire une nation à partir de l'enrégimentement de sa jeunesse.

dévalorisé[30]. En envoyant ses enfants se battre au Sud, le régime rapprochait la guerre de la population. De plus, quels que soient l'entrain du régime et la vigueur du culte des martyrs, la guerre était meurtrière, elle tuait de très nombreux Sud-Soudanais, mais aussi des jeunes combattants des FDP, ou les renvoyait dans leurs familles amputés d'un bras ou d'une jambe. Les islamistes eux-mêmes y perdirent nombre de leurs cadres estudiantins et l'on sait qu'une partie de l'opposition aux accords actuels est liée à cet aspect de la guerre[31].

Aujourd'hui, à l'heure où la paix doit être signée, on peut pressentir les enjeux que recouvre l'existence des FDP, sans même mentionner ici la crise du Darfour où elles pourraient fournir le mécanisme institutionnel pour faire disparaître les trop fameux *janjawid* (combattants à cheval).

Reste peut-être l'élément le plus secret mais aussi le plus efficace du pouvoir actuel : ses services de sécurité. Très peu d'informations sont disponibles sur ces derniers. Il faut les appréhender dans leur double origine. D'une part, le régime Nimeyri a été très autoritaire et s'est doté de services de sécurité qui se sont acharnés avec violence sur l'opposition armée, surtout en exil mais aussi à l'intérieur du pays (les sympathisants de cette opposition ont été systématiquement arrêtés et torturés) ainsi que sur tous les sympathisants de l'opposition civile. Certes, en mai 1985, le nouveau régime a ordonné la dissolution de ces unités et le renvoi des figures les plus contestables. Il est douteux que cela ait été fait. Le régime issu du coup d'Etat de juin 1989 a donc pu faire appel très rapidement à des experts confirmés pour mener sa répression. D'autre part, les islamistes soudanais, à l'instar des Frères musulmans originels, avaient développé une branche clandestine militaire chargée de la protection de leurs dirigeants et du renseignement. Lors de leur participation au pouvoir sous Nimeyri, ils avaient tout fait pour former des cadres supplémentaires et avaient également eu recours à des pays amis, à commencer par l'Iran révolutionnaire. C'est dans cette double histoire qu'on peut comprendre la trajectoire politique d'un Nafi Ali Nafi[32], du colonel Shams ed-Din Ibrahim[33] ou d'un Salah Abdallah Gosh[34] sans oublier Awad Ahmed el-Jaz, le tout-puissant ministre de l'Energie.

---

[30] Les stéréotypes raciaux ne relèvent pas simplement d'une adhésion à une idéologie politique singulière au Soudan. Pour nombre de Nord-Soudanais, à l'occasion proches de l'opposition ou plus simplement apolitiques, la guerre se fait contre des « esclaves » (*abd*') aidés par Israël et les Etats-Unis.

[31] Après le protocole de Machakos, un « Forum pour une paix juste » fur créé à Khartoum pour protester préventivement contre les concessions faites à l'APLS. Il est animé par un lointain cousin du président Bechir, Tayyeb al-Mustapha, vice-ministre, qui milite pour une sécession du Nord avec le Sud après avoir perdu son fils.

[32] Enseignant à la faculté d'agriculture de l'Université de Khartoum et, depuis au moins la fin des années 1970, chef des services de sécurité de l'organisation de Tourabi. Aujourd'hui ministre des Affaires fédérales, il avait été démis de son poste de chef de la Sécurité peu près l'attentat contre Hosni Moubarak, pour faire bonne mesure.

[33] Décédé dans un accident d'avion en mars 2001, il a été le responsable des plus violentes répressions au sein de l'armée et dans le Sud. Il était notamment impliqué dans l'exécution de travailleurs soudanais de USAid à Juba.

La dimension coercitive du projet islamiste ne pouvait qu'être accentuée par les conditions de la prise de pouvoir : les complots réels ou imaginaires, la volonté de se débarrasser de toute opposition, les velléités normatives du projet politique et social du nouveau pouvoir, tout concourait à un développement de services de sécurité dans et autour de l'appareil d'Etat, chargés de tout surveiller. Cette attitude obsidionale et totalitaire était renforcée par les dissensions qui apparaissaient peu à peu au sein du mouvement et par l'économie politique des services ainsi créés. En effet, si certains services relevaient directement de l'appareil d'Etat, d'autres, au contraire, prenaient des formes plus privées : des ONG (aux appellations pas toujours des plus islamiques) aux petites compagnies de services, en passant par certaines firmes financières.

Après avoir décrit les réels clivages internes actuels dans la direction islamiste, il serait rassurant de penser que les organes de sécurité ont en quelque sorte levé le pied. La réalité semble un peu différente. D'un côté, tout visiteur étranger au Soudan doit reconnaître combien la situation s'est améliorée dans la capitale depuis les heures sombres de 1989-1993 : la population a repris une part de l'espace qui lui avait été interdit, l'expression est libre et le débat plus ouvert. De l'autre, un pessimisme certain prévaut sur la capacité de ce système à se réformer, à aller au-delà du minimum consenti à cause de l'actuelle attention internationale et des indécisions quant à l'avenir. La presse, par exemple, continue d'être soumise à de multiples pressions : le terme *janjawid*, lié à la crise du Darfour, a été longtemps interdit, comme les mentions sur la détention de Hassan el-Tourabi. Si l'on veut un indice de sa capacité de réaction, il suffit de considérer comment en pleine période de décompression autoritaire la sécurité a « organisé » une tentative de coup d'Etat pour se débarrasser d'opposants potentiels et remettre en prison Hassan el-Tourabi relâché en octobre 2003. D'ailleurs, l'état d'urgence, imposé en décembre 2000, n'a toujours pas été levé.

L'économie et le pétrole

Les islamistes prirent le pouvoir dans une situation délétère. Les relations avec le FMI étaient exécrables depuis 1984, avant donc l'effondrement du régime Nimeyri : l'endettement du pays était tel que le service de la dette nourrissait à lui seul une aggravation significative des comptes de la nation. La posture du nouveau régime sur cette question était extrêmement politique et il lui fallut près de trois ans avant de reconnaître que la déconnexion n'était pas une solution.

En fait, pendant les premières années, la politique économique sous ses différents atours avait deux fonctions essentielles. La première était de restaurer l'autorité de l'Etat par rapport à une bourgeoisie qui, usant des liens familiaux ou des faiblesses du système régulatoire, menait ses petites affaires sans considération aucune pour la situation macroéconomique du pays. Une telle attitude politique acquit tout d'abord au

[34] Actuellement en charge de la Sécurité de l'Etat et grand organisateur de la politique gouvernementale au Darfour depuis 2003.

régime le soutien d'une partie significative de la haute fonction publique qui avait plus d'une fois constaté avec amertume comment l'autorité de l'Etat était bafouée par des passe-droits signés souvent par les ministres eux-mêmes. Un second objectif était de mettre à genou les grands partis traditionnels et la manière la plus efficace n'était pas seulement d'enfermer leurs dirigeants et de confisquer leurs propriétés en faisant valoir de possibles prévarications ; elle était de briser les reins à la bourgeoisie qui en constituait la colonne vertébrale financière. Cela fut fait avec une rare détermination.

Le marché ayant horreur du vide, il ne s'agissait pas seulement d'éliminer des acteurs économiques, de les pousser à l'immobilisme ou à l'exil, il fallait susciter une bourgeoisie qui entretiendrait des relations symbiotiques avec le FNI et le nouveau régime. Une telle orientation était basée sur une double référence. D'une part, le FNI était une organisation très soudanaise qui donc avait noté combien les deux grands partis traditionnels avaient pu prospérer politiquement parce que l'Etat (ottoman et britannique pour l'un, uniquement britannique pour l'autre) avait défini des règles du jeu qui leur avaient octroyé un quasi-monopole sur les secteurs les plus porteurs de l'économie. Cela devait et pouvait être répété au profit du courant islamiste. D'autre part, pour Hassan el-Tourabi, le mouvement islamiste ne pouvait être que « transclassiste » : si le Soudan islamiste devait être prospère, cela serait le fait de sa bourgeoisie plus que de son Etat et il fallait s'atteler à la création d'une bourgeoisie acquise au mouvement.

Un maître instrument pour aller de l'avant devait être la construction d'une économie islamique. Ce n'est pas le lieu ici de dessiner les contours réels de ce qui a pu être réalisé durant ces quinze années de règne. Des économistes proches de l'islamisme, comme Mohamed Hashim Awad, écrivent aujourd'hui plus sur la paupérisation de la société soudanaise et sur les pratiques spéculatives des banques islamiques que sur l'avènement rendu possible par le régime actuel d'une économie islamique[35] répondant aux besoins de la population.

Il est cependant prématuré de tirer un bilan digne de ce nom. Comme pour d'autres pays (ainsi l'Ethiopie dont le régime n'a rien de religieux), on peut effectivement noter combien l'Etat intervient de façon pressante sur le marché en faveur de compagnies « amies » : les entreprises étrangères qui doivent opérer au Soudan font vite l'expérience de la vacuité des procédures d'appel d'offres. Les marchés publics sont alloués à de telles firmes également. Si les opposants affirment que ces compagnies versent une partie de leurs bénéfices au mouvement islamiste, il y a plus de scepticisme au niveau interne : les cotisations n'ont plus l'ampleur des premières années[36]. C'est là aussi l'une des batailles perdues de Tourabi. Pendant des années, contre le gouvernement qui entendait taxer (un peu) les importations faites par des

[35] Il eut d'ailleurs maille à partir avec ses homologues du ministère du Plan à propos de son projet de Rapport sur le développement humain au Soudan pour 1998, qui donnait une image très pessimiste des réalisations du régime et mettait l'accent sur une paupérisation accélérée des couches populaires.

[36] Ce problème est évidemment plus vaste. Il faudrait considérer la projection du monde des affaires soudanais dans le Golfe ou en Asie (notamment en Malaisie) et analyser la manière dont les privatisations ont été menées. Une comparaison avec les pays voisins soulignerait la communauté des pratiques malgré la différence des idéologies proclamées.

associations islamiques caritatives dont les activités se limitaient souvent à ce seul négoce, il avait tenu la dragée haute au ministre des Finances. Au moment de son éviction du Congrès national, ces associations se rallièrent en masse derrière l'Etat car elles savaient qu'elles perdraient tout sans son soutien.

Les incertitudes politiques des quatre dernières années ont également eu un effet sur les formes légales de ces entreprises, permettant à des éléments de l'ancienne bourgeoisie de retrouver une place s'ils acceptaient de passer sous les fourches caudines du régime. On pourrait comparer cette évolution avec celle qu'a connue la Malaisie après les émeutes de 1969, lorsqu'une politique de ségrégation positive pour les Malais a vu le jour : les entreprises chinoises se sont « corporatisées »[37] pour pouvoir afficher des Malais comme directeurs ou gestionnaires sans rien abandonner du pouvoir réel, une pratique que l'Afrique du Sud post-apartheid a également mise en œuvre.

Pour autant, on ne peut que souscrire à l'avis sarcastique d'Olivier Roy[38] : à partir de 1992, et malgré de fortes déclarations des responsables soudanais, la politique économique aura été dictée par le FMI. Le bilan de ce point de vue est d'une simplicité affligeante pour certains responsables islamistes qui voient dans cet échec plus que la conséquence de pressions internationales[39].

Reste le pétrole. Dès avant le coup d'Etat, les islamistes, comme d'autres forces politiques soudanaises, s'interrogeaient sur l'exploitation du pétrole après le départ de Chevron en 1984, à la suite de l'assassinat de quatre membres de son personnel par l'APLS. Sans surprise, la méthode mise en œuvre faisait moins appel à un règlement politique qu'à une manipulation des contradictions parmi les Sud-Soudanais en les militarisant, sans aucun regard pour le coût humain. En aidant les insurgés érythréens et éthiopiens (notamment tigréens et oromos) à partir de l'été 1989, le pouvoir islamiste savait affaiblir un régime éthiopien allié d'un communisme déjà défait internationalement, mais surtout visait à se débarrasser du dernier soutien de l'APLS, puisque ce mouvement était sanctuarisé en Ethiopie et y disposait même de camps d'entraînement. C'est donc par le même calcul qu'il aida à partir de l'été 1991 les dissidents du mouvement sudiste à survivre à une meurtrière confrontation avec John Garang[40], et les instrumentalisa pour sécuriser avec d'autres les zones pétrolifères. Cette démarche aboutit à des accords conclus en 1997, la trop fameuse « paix de l'intérieur » organisant le ralliement des factions sudistes disposées à proximité des

[37] Edmund Terence Gomez, *Chinese Business in Malaysia. Accumulation, Accommodation and Ascendancy*, Richmond, Curzon, 1999.

[38] Olivier Roy, *L'échec de l'islam politique*, Paris, Le Seuil, 1992. Sa formule néoléniniste pour définir cet islamisme fin de siècle (la *charia* et le FMI) a fait mouche au Soudan.

[39] Entretien avec Ghazi Salah Ed-Din Atabani, Khartoum, mai 2004.

[40] Voir Douglas Johnson, *The Root Causes of the Civil War in the Sudan*, *op.cit.*.

champs pétroliers[41] et prévoyant d'ailleurs la tenue d'un référendum d'autodétermination en 2002, qui fut « étrangement » reportée.

Si la question du pétrole avait évidemment été centrale dans les discussions internes depuis la prise de pouvoir, l'absence d'expertise des cadres soudanais et, surtout, les conditions léonines mises par certains opérateurs étrangers (comme l'Iran) avaient considérablement retardé la mise en exploitation des puits[42]. Le Soudan échappa en 1997 à sa mise à l'index par le FMI grâce à l'aide de Kuala Lumpur et du Dr. Mahathir, une aide qui se traduisit malgré tout par un contrat aux termes très favorables pour la grande multinationale malaisienne, Petronas. Ainsi se constitua le conglomérat qui allait s'atteler à l'exploitation du pétrole soudanais malgré l'absence de paix et des problèmes logistiques impressionnants : la grande alliance avec la Chine, la Malaisie et une entreprise canadienne avait pris forme. La mise en fonction d'un oléoduc long de 1 600 km en mai 1999 souligna qu'en dépit des contrats aux avantages léonins de ses partenaires étrangers, la crise fiscale de l'Etat pouvait rapidement trouver un terme. L'amélioration des relations avec le FMI était d'ailleurs tangible dès l'automne 1999, sans que le Soudan s'engage dans un effort financier trop important. Cette relative embellie dans l'évaluation de leur marge de manœuvre aiguisa sans nul doute la lutte factionnelle qui aboutit quelques mois plus tard à la division des islamistes.

Faute de transparence, il est extrêmement difficile de savoir quels revenus fournit le pétrole soudanais. La rumeur publique laisse entendre qu'une partie significative de la rente reste à l'extérieur du pays, soit pour acheter des armes, notamment des hélicoptères et des avions, soit pour alimenter les caisses de compagnies qui travailleraient pour le régime ou certains de ses dirigeants. Reste que l'argent du pétrole se voit à Khartoum, dans les constructions enfin achevées, la réfection des routes, une prospérité sélective mais réelle de la capitale, une conclusion qu'on ne peut étendre à l'ensemble du pays et c'est d'ailleurs là l'un des grands problèmes à venir du Soudan : une polarisation très rapide et très forte des revenus avec en corollaire une remise en cause d'un certain *ethos* de la modestie sociale qui permettait de prévenir certaines tensions dans l'espace public.

* *
*

L'importance croissante qu'acquiert la rente pétrolière dans l'imaginaire économique des Soudanais est un élément majeur des recompositions politiques en cours. Si,

[41] Cette période est bien analysée dans l'ouvrage de D. Johnson. On pourra également se reporter à la narration qu'en fait l'un de ses protagonistes, Lam Akol dans l'ouvrage précité. Le livre de Deborah Scroggins, *Emma's War. A True Story*, New York, Vintage Books, 2002, en fournit une description plus axée sur l'humanitaire.

[42] La littérature sur le pétrole et le conflit au Soudan est particulièrement vaste et répétitive. Voir entre autres, Peter Verney, *Raising the Stakes. Oil and Conflict in the Sudan*, Londres, Sudanupdate, 1999. Une coalition d'ONG européenne s'est constituée en lobby pour faire pression sur les firmes. Sans surprise, seules les firmes occidentales y sont éventuellement sensibles (**http://www.ecosonline.org/**).

d'une certaine manière, le régime a échoué à de nombreux niveaux, il joue aussi sa survie dans sa capacité à redistribuer cette rente d'une manière qui réduise les tensions sociales et lui octroie une base sociale élargie. Plus qu'une éventuelle contestation orchestrée par les forces politiques existantes, c'est en effet la cristallisation des multiples déséquilibres économiques et dysfonctionnements sociaux qui constitue aujourd'hui le principal danger pour ce régime qui est comptable non seulement de ses propres erreurs, mais aussi des hiérarchies sociales et économiques qui ont présidé à la construction de l'Etat postcolonial (notamment la différence marquée entre le Soudan utile et le Soudan réel, comme l'illustre la crise au Darfour).

On comprend bien alors les scénarios que recèle la situation actuelle. En raison de la forte attention internationale et de l'épuisement des fondements de son autoritarisme, le pouvoir actuel peut opter pour une décompression autoritaire élargie et faire une place à ses opposants de toujours dans la mesure où les défis auxquels il va être confronté l'obligeront à des alliances au-delà de sa base sociale traditionnelle. Il peut aussi – et son comportement au Darfour semble indiquer son inclination pour une telle option – refuser l'évidence et tenter de mobiliser sous leurs diverses déclinaisons des logiques répressives et coercitives qui ont, dans le passé, contenu l'insurrection au Sud-Soudan et affaibli durablement la capacité d'y reconstruire un consensus social sur le moyen terme. Un tel choix lui garantirait une marge de manœuvre tout à fait significative mais laisserait ouverte la question de sa capacité à gérer ces contradictions d'une manière acceptable par la communauté internationale.

UNE LECTURE DES ACCORDS DE PAIX

Pendant la présidence Clinton, l'approche de la crise soudanaise s'était concentrée sur les aspects sécuritaires et humanitaires, en dénonçant les camps d'entraînement terroristes, le blocage de l'accès à l'aide humanitaire ou encore la résurgence de l'esclavage[43]. Peu d'initiatives politiques majeures avaient été prises. Cependant, dans la dernière année de l'Administration Clinton, la crise à Khartoum avait réveillé un léger intérêt pour aider à une reprise des négociations (on était en année électorale...) et, surtout, les relations s'étaient peu à peu relativement normalisées au niveau des contacts entre services de sécurité[44]. Il faut cependant rappeler qu'aux Etats-Unis, la

[43] Sur la question de l'esclavage, on pourra lire Jok Madut Jok, *War and Slavery in Sudan*, Philadelphie, University of Pennsylvania Press, 2001. Pour un point de vue plus distancé : Alex de Waal, « Exploiter l'esclavage : droits de l'homme et enjeux politiques », *Politique africaine*, 66, juin 1997, et Ahmed Bachir Abdallah Bola, « Soudan : les séquelles de la honte », *Journal des africanistes*, 70 (1-2), 2000.

[44] Ce qui explique pourquoi Washington ne s'opposa pas à la levée de sanctions onusiennes le 14 septembre 2001, malgré le maintien des siennes.

Maison Blanche n'est pas la seule à concevoir et à mettre en œuvre la politique étrangère.

Après des années d'impasse dans les négociations organisées sous les auspices de l'IGAD (Autorité intergouvernementale pour le développement), l'élection de George W. Bush modifiait radicalement la donne. La nouvelle administration américaine entendait obtenir la paix en soutenant le cadre de négociation existant et en mobilisant tous ses moyens de pression sur les insurgés sud-soudanais et sur un gouvernement soudanais soucieux de ne pas se retrouver du mauvais côté de la ligne de front après le 11 septembre 2001[45]. La question soudanaise était une question de politique intérieure américaine et renvoyait aux liens étroits et personnels de George W. Bush avec les milieux religieux conservateurs de Midland (Texas) (dont Bill Graham)[46]. S'y rajoutaient certes d'autres motivations : la volonté du Département d'Etat et de la CIA de normaliser plus avant leurs relations et la coopération avec Khartoum, le jeu régional et le pétrole. Mais elles n'ont jamais eu, jusqu'à aujourd'hui tout au moins, un poids aussi prépondérant que celui des milieux religieux conservateurs.

L'implication américaine ne changeait pourtant pas le cadre de la médiation : était conservée la fiction d'une facilitation dans le cadre de l'organisation sous-régionale de la Corne de l'Afrique, même si les Etats-Unis, et leurs partenaires européens à un moindre degré, étaient omniprésents et très influents dans les couloirs. Un autre choix explicite était que la négociation n'associait en aucun cas des forces politiques ou militaires autres que le gouvernement et l'APLS[47]. Ce choix était motivé par plusieurs raisons. Les deux protagonistes de la négociation et l'IGAD n'étaient pas enthousiastes pour des raisons différentes. Les Etats-Unis craignaient que l'implication de l'Egypte (la Libye était encore hors jeu pour Washington) ne complique le processus en augmentant la marge de manœuvre de Khartoum. Enfin et surtout, tradition américaine, il y avait un dédain considérable pour l'opposition nordiste. En maintenant de telles options, les Etats-Unis évitaient une réflexion plus poussée sur les causes profondes de la guerre et s'en tenaient à une vision étriquée du conflit (Nord/Sud, musulmans contre chrétiens et animistes) et de sa solution (« un Etat, deux

[45] Roland Marchal, « Le facteur soudanais, avant et après le 11 septembre », *Critique internationale* 17, octobre 2002.

[46] Bill Graham avait aidé George W. Bush à abandonner l'alcool et à opter pour un style de vie plus conformiste. Son fils est responsable d'un projet de santé à Yei au Sud-Soudan qui a été bombardé plusieurs fois par l'aviation soudanaise. Evidemment, autant que la compassion, l'hostilité face à l'Islam est une motivation importante pour ces milieux fondamentalistes. Voir notamment le documentaire *The Jesus Factor* (**www.pbsonline.org**). Et lire George Neumayr, « Midland ministers to the world. Just as it shaped his character, President Bush's hometown is shaping events in far away Sudan », *The American Spectator*, décembre 2003/janvier 2004.

[47] Il s'agit donc d'un règlement de conflit qui diffère profondément de ceux adoptés pour le Burundi, la République démocratique du Congo, le Libéria ou la Somalie, où toutes les factions armées et politiques sont représentées dans les négociations.

systèmes »[48]), sur le conseil, il est vrai, d'intellectuels de la diaspora, bien éloignés socialement et culturellement des évolutions de leur société.

A l'été 2004, tous les observateurs internationaux s'accordent sur la probabilité d'une conclusion positive des négociations de paix : ne restent à discuter que les conditions du cessez-le-feu global et la mise en œuvre concrète des accords. Face à un tel unanimisme, il n'est peut-être pas inutile de s'interroger sur les scénarios de divergence et sur les difficultés dirimantes que le processus de paix, tel qu'il a été engagé, pourrait susciter dans un avenir proche. Nous proposons donc ici une lecture en quelque sorte « d'un pessimisme préventif » : elle met l'accent sur les dynamiques politiques négatives qui, isolées ou corrélées, pourraient se traduire par des dysfonctionnements structurels des accords et une crise politique majeure.

Il suffit de se remémorer les processus de paix en Angola, le terrifiant échec rwandais ou le succès plus qu'ambigu au Burundi, les bégaiements de l'histoire en Sierra Leone avant l'intervention massive des troupes britanniques, pour comprendre qu'une involution de la dynamique de paix n'est pas impossible, même si elle n'est qu'un des scénarios envisageables sur le moyen terme. Nier la fragilité du processus et s'en remettre aux événements ne peut être une solution : telle devrait être la première leçon de la crise du Darfour.

Une négociation inscrite dans la durée et la méfiance

S'il est hors de question de faire ici la chronique détaillée des négociations[49], on se propose néanmoins de rappeler les principaux acquis des différents protocoles signés entre le 20 juillet 2002 à Machakos et le 26 mai 2004 à Naivacha. Différents éléments d'analyse seront mentionnés plus avant.

Sans aucune ambiguïté, la nomination, le 6 septembre 2001, de l'ancien sénateur J. Danforth au poste de conseiller spécial du président Bush constitua un nouveau départ pour le processus de paix au Soudan. Avant d'entrer en politique, ce dernier était un prêtre épiscopalien mais n'appartenait pas aux secteurs les plus fondamentalistes. Cependant, ce passé jouait un rôle important dans la manière dont il valorisait certains aspects du conflit aux dépens d'autres : la dimension religieuse avait, par exemple, une très grande importance par rapport aux droits citoyens. Danforth entreprit une visite de la région et formula peu à peu le cadre de sa démarche. Le premier acquis en fut, le 19 janvier 2002, la mise en place d'un cessez-le-feu dans les monts Nouba, une région particulièrement brutalisée par la guerre dans les années 1990, au point que le

[48] *Cf*. Stephen Morrison, Francis Deng, *US Policy to End Sudan's War. A report of the CSIS Task Force on US-Sudan Policy*, Washington, Center for Strategic and International Studies, février 2001 (**http://csis.org/africa/sudan.pdf**)

[49] Un tel exercice est tenté par l'ONG Justice Africa (**http://www.justiceafrica.org/index.html**).Voir également pour une information quotidienne **http://www.sudantribune.com/**

terme de génocide avait alors été utilisé par les secteurs les plus critiques envers le gouvernement soudanais[50]. Son rapport, rendu public le 26 avril 2002, énonçait une série de conditions qui permettaient d'encadrer l'intervention américaine dans le processus de l'IGAD et de son représentant spécial, le général Sumbeiywo : cessez-le-feu dans les monts Nouba ; création d'une commission d'enquête sur l'esclavage[51] ; établissements de « zones de tranquillité » pour permettre la distribution d'aide humanitaire ; création d'une commission d'enquête sur les attaques des populations civiles. Les deux premières furent rapidement mises en œuvre. Les deux autres allaient susciter de nombreux problèmes, comme on le verra plus loin.

Les négociations de paix inter-soudanaises, depuis la fin 1993, relevaient d'un exercice convenu où tout le monde semblait d'accord pour ne point l'être. Un premier cycle s'était brutalement achevé en juillet 1994 lorsque les médiateurs de l'IGAD avaient couché sur le papier une « Déclaration de principes » qui exprimait avec la plus grande netteté les points de divergence fondamentaux (laïcité de l'Etat et tenue d'un référendum d'autodétermination, notamment) et soulignait la nécessité de les résoudre. En 1997, dans un contexte régional et international difficile pour lui, le gouvernement soudanais revenait à la table des négociations en acceptant de « considérer cette déclaration comme une base de discussion », sans donc en entériner le contenu. Depuis lors, si les discussions allaient quelquefois de l'avant à un niveau technique, elles demeuraient statiques au plan politique[52].

Tel ne fut donc pas le cas lors de la session qui débuta en juin 2002, malgré le manque de préparation initiale des médiateurs kenyans et de leurs conseillers sud-africains. Encore faut-il dire que le protocole signé à Machakos le 20 juillet le fut dans des conditions originales. Au terme de plus de trois semaines de discussions, les deux délégations n'arrivaient pas à se mettre d'accord sur le moindre texte et on se retrouvait une fois encore dans un dispositif trop habituel. Cependant, les diplomates américains présents ne l'entendaient pas de cette oreille ; ils proposèrent à une heure avancée de la nuit un texte de compromis dont ils ne niaient pas les énormes ambiguïtés mais qui établissait un ordre du jour pour de futures discussions et définissait d'emblée un cadre général de règlement du conflit. Chacune des deux délégations dut réagir rapidement et les pressions étaient alors telles que le texte fut accepté de part et d'autre malgré de fortes réticences. C'était un succès américain plus que soudanais.

Le texte définissait fondamentalement une période intérimaire de six ans avant qu'un référendum d'autodétermination ne se tienne au Sud-Soudan, référendum dont le résultat devrait être entériné par le gouvernement central. Il définissait le conflit comme un conflit Nord/Sud, garantissait la *charia* au Nord et la laïcité au Sud. Il octroyait aussi dans une très large mesure le contrôle de l'administration du Sud-

[50] African Rights, *Facing Genocide: the Nuba of Sudan*, Londres, African Rights, 1995.

[51] Le rapport est disponible sur **http://www.freedomhouse.org/research/sudanreport.pdf**

[52] Sur ces aspects, lire l'analyse d'Alex de Waal, « Une perspective de paix pour le Soudan en 2002 », *Politique africaine*, 85, mars 2002.

Soudan au mouvement de John Garang et ne remettait pas en cause le gouvernement en fonction à Khartoum : pas de changement de régime préventif, donc. Il laissait cependant dans la plus totale ambiguïté certains aspects essentiels, notamment le statut des zones contestées (monts Nouba, Sud de la région du Nil bleu) au Nord-Soudan, celui également des Sud-Soudanais vivant en dehors de leur région d'origine, l'inclusion des autres forces politiques, etc.

Ce premier protocole inaugurait donc un cycle de tractations complexes portant sur la sécurité, le partage des richesses, la répartition du pouvoir. Pourtant, le retour à la table des négociations fut extrêmement bref du fait de la reprise d'opérations militaires significatives, notamment dans les zones pétrolifères du Nil occidental et dans l'Est du Soudan à proximité de la frontière avec l'Erythrée. Ces incidents armés indiquaient que certains secteurs, tant du côté gouvernemental que de celui des insurgés, n'étaient pas acquis à un règlement politique du conflit et pensaient encore une victoire militaire possible[53]. Il fallut de fortes pressions américaines et la reprise par les forces gouvernementales de la ville de Torit (Sud-Soudan) pour aboutir finalement à la signature d'un mémorandum sur la cessation des hostilités au Sud-Soudan, le 17 octobre 2002. Ce n'était pas rien, mais cela ne pouvait être considéré comme une avancée - sauf pour les populations les plus directement concernées.

A partir de cette date, se déroula une série de longues sessions entrecoupées de pauses et émaillées d'incidents militaires, toujours au Sud-Soudan (et sans surprise dans les zones pétrolifères) sans qu'aucun document significatif ne fût signé. La préparation et le déclenchement de la guerre en Irak distrairent quelque peu l'attention des médiateurs et relancèrent les stratégies de contournement des uns et des autres, chaque acteur de la négociation essayant d'évaluer ce qu'il pourrait gagner en fonction de l'évolution du conflit.

C'est sans doute sur la base d'une évaluation très optimiste de la situation régionale que les Etats-Unis incitèrent le médiateur kenyan, le général Sumbeiywo, à revoir le projet de document portant sur les questions de sécurité qu'il avait pourtant déjà discuté avec le gouvernement soudanais au début de juillet 2003. Cette décision quelque peu brutale était également une réponse de l'Administration Bush à la décision du Congrès de voter le *Sudan Peace Act*, le 7 octobre 2002, prescrivant au gouvernement américain d'engager des sanctions contre Khartoum en cas de non-coopération[54]. La délégation soudanaise quitta la table des négociations de Nakuru (Kenya) et les dirigeants soudanais cherchèrent alors pendant quelques semaines un autre cadre de négociation, avec d'ailleurs d'autres protagonistes[55]. Cette impasse fut

[53] Du côté de l'APLS, certains voulaient parier sur l'appui des faucons à un renversement de l'équipe dirigeante à Khartoum. Du côté du gouvernement, les revenus pétroliers laissaient espérer une dotation plus généreuse de l'armée en équipements militaires performants pour réduire l'insurrection.

[54] Cette loi, votée sur l'initiative des secteurs républicains les plus radicaux, demandait à la Maison Blanche de fournir une évaluation semestrielle de l'évolution des négociations et, en cas de non-coopération de Khartoum, octroyait une aide de 100 millions de dollars à l'opposition.

[55] Khartoum ressuscita une médiation égypto-libyenne dépourvue de tout contenu et reprit langue avec différents secteurs d'une opposition marginalisée et en exil.

levée par l'intervention directe et personnelle du vice-président Ali Osman Mohamed Taha[56] dans une négociation qui prenait la forme d'un tête-à-tête avec John Garang et l'abandon de l'approche « holiste » prônée jusqu'alors par Ghazi Salah ed-Din, mis d'ailleurs sans ménagement sur la touche et démissionnaire peu après de ses fonctions de conseiller spécial à la Présidence pour la paix au Sud.

Le 25 septembre 2003 était signé un second protocole traitant des questions de sécurité. Il garantissait de fait l'existence de deux armées disposant chacune de sa proche chaîne de commandement durant toute la période intérimaire. C'est seulement au-delà de celle-ci qu'elles fusionneraient. Les forces gouvernementales devaient être cantonnées au Nord du 12e parallèle, celles de l'APLS au Sud. Des unités intégrées devaient symboliser l'unité du pays. Les milices d'un bord ou de l'autre devaient être dissoutes ou intégrées dans les structures militaires officielles. Les effectifs étaient également précisés de part et d'autre.

La signature de cet accord transformait l'atmosphère des négociations. Pourtant, malgré cette amélioration du climat de discussion et la visite du secrétaire d'Etat américain Colin Powell en octobre 2003 à Nairobi, celles-ci duraient plus qu'il n'était alors escompté. Ce n'est que le 7 janvier 2004 qu'un troisième accord était signé sur le partage des richesses entre Nord et Sud, laissant espérer à la diplomatie américaine que le reste pourrait être conclu avant le Discours de l'Union, le 20 janvier, et permettrait une cérémonie à la Maison Blanche afin de bien commencer cette année électorale. Rien n'y fit.

Ce troisième texte était remarquable à plusieurs égards. D'abord, il consacrait une organisation administrative différente au Sud et au Nord du pays avec l'instauration de deux banques centrales fonctionnant selon des principes différents (islamique au Nord et conventionnel au Sud). Si le partage des richesses était conçu sur une base pratiquement paritaire, il ne concernait que les richesses du Sud, rien en particulier n'était dit sur la redistribution de la rente pétrolière en cas de nouvelles découvertes ailleurs dans le pays (par exemple, au Sud-Kordofan et au Sud-Darfour où elles ne sont pas improbables). Le texte ne revenait pas sur les contrats déjà signés mais établissait une commission mixte pour négocier les nouveaux. Ce qui frappait aussi à la lecture de ce texte était son aspect extraordinairement procédurier et bureaucratique, laissant peu de place à la discussion politique : on peut gager que sa mise ne œuvre ne sera pas des plus aisées, ou qu'elle le sera trop… Enfin, la question de la gestion des eaux du Nil n'était pas mentionnée. Cette absence était d'autant plus surprenante que la construction du canal de Jonglei avait été l'une des principales causes de mécontentement poussant à la reprise des affrontements en 1983[57].

[56] Cette intervention, consécutive à la rencontre à Londres entre le responsable américain des Affaires africaines, Walter Kansteiner, et le vice-président Ali Osman, est également un moment important de la lutte factionnelle au sein du pouvoir soudanais. En concluant cet accord, Ali Osman démontrait qu'il était indispensable au processus de paix et que son maintien aux affaires devait donc être entériné par les Etats-Unis. Cependant, cela ne signifiait pas pour autant que son camp basculait dans la modération, comme la crise du Darfour le démontrait au même moment dans l'indifférence générale.

[57] Voir par exemple Mohamed Osman el Sammani*, Jonglei Canal. Dynamics of Planned Change in the Twic Area*, Khartoum, Graduate College Publications n° 8, University of Khartoum Press ; Robert O.

Délicatesse faite aux Egyptiens ou question trop sensible régionalement pour faire l'objet d'un marchandage ? Interrogé sur ce point, un haut responsable de l'APLS déclara qu'il n'y avait rien à négocier car les deux délégations étaient en total accord sur cette question[58].

Enfin, le 26 mai 2004 à Naivasha, au terme de longues heures d'attente, étaient signés plusieurs accords qui concluaient le cœur de la négociation. Deux textes définissaient le statut de régions particulièrement importantes : les monts Nouba et le Sud du Nil Bleu. Pour ces zones contestées, un partage du pouvoir sur une base de 55 % au parti gouvernemental et 45 % à l'APLS était décidé De plus, durant la période intérimaire, la population de la région d'Abyei[59] aurait une double affiliation et serait administrée par un organisme dépendant directement du président de la République. Au terme de la période intérimaire, elle devrait voter pour décider de son appartenance au Nord ou au Sud. Enfin, un très long document décrivait dans le détail le partage du pouvoir. Celui-ci, pour ce qui concerne le Sud, privilégie sans surprise l'APLS qui aura 70 % des postes, y compris dans l'Assemblée intérimaire, mais Khartoum reste représenté dans toutes les institutions du Sud. Au niveau national, si l'APLS obtient un poste de premier vice-président, c'est Ali Osman qui reste en droit, malgré son titre de second vice-président, en cas de défaillance du président, le commandant en chef de l'armée du Nord. A noter que les autres forces politiques sont dotées d'une représentation un peu plus que symbolique en l'attente de nouvelles élections…

Ces signatures, cependant, ne mettaient pas formellement un terme aux négociations. Différentes annexes devaient encore être finalisées, portant sur le détail du cessez-le-feu, les conditions de mise en œuvre des accords et les garanties internationales. Malgré le brouillage des comportements induits par la crise du Darfour, les médiateurs escomptaient arriver au terme de leur travail au début de l'automne.

Sans doute au terme d'une guerre aussi longue, la confiance entre les négociateurs n'était-elle pas des plus faciles à établir. Ce qui est frappant dans le cas du Soudan, comme ce le fut d'ailleurs dans le cas angolais en 1994, c'est qu'après autant de cycles de discussion, d'heures passées ensemble à dialoguer, aucune confiance n'a pu être établie entre les principales figures des délégations, à l'inverse de ce qui s'était produit à Addis-Abeba[60]. L'encre n'était pas encore sèche que, dans les délégations, se multipliaient des propos pleins d'acrimonie et d'hostilité.

Collins, Robert Oakley, *The Waters of the Nile: Hydropolitics and the Jonglei Canal 1900-1988*, Oxford, Clarendon Press, 1990.

[58] Entretiens avec Pagam Amun à Naivasha, mai 2004.

[59] Région d'où est originaire Francis Deng, l'un des grands intellectuels onusiens sur le Soudan. Selon les accords d'Addis-Abeba, la population d'Abyei aurait dû être consultée par référendum pour décider de son appartenance administrative. Cela ne fut jamais fait. Pour une présentation des enjeux, voir Douglas Johnson, *Conflict areas: Abyei* , Karen, KCB Management Centre, 2003.

[60] Hizkias Assefa, *Mediation of Civil Wars. Approaches and Strategies. The Sudan Conflict*, Boulder, Westview Press, 1987.

De quelques impasses faites lors des négociations

Nul processus de négociation n'est parfait. Comme cela a été noté, malgré de nombreuses insuffisances, les discussions ont su utiliser un acquis historique et aussi des expertises généreusement financées par les Etats-Unis ou l'Union européenne. Sachant que « le diable est dans les détails », les deux délégations se sont appliquées à évoquer toutes les facettes de certains enjeux. De plus, la négociation politique n'est pas close avec la signature des accords, du moins peut-on l'espérer : elle ne procédera plus de la même manière mais pourrait être aussi plus simple, puisque exprimée dans et par le fonctionnement normal des institutions étatiques soudanaises. Malgré tout, plusieurs remarques doivent être faites en tenant compte de l'histoire politique du Soudan.

Le fait que seuls le gouvernement et le MPLS/APLS de John Garang négocient a plusieurs implications, qui ne tiennent pas toutes au refus, dénoncé vertueusement aujourd'hui par l'opposition, de considérer d'autres sensibilités politiques des deux côtés de la ligne de front. Pour le dire brutalement, cette éviction a un double aspect.

D'une part, il y a la peur de voir la communauté internationale accepter que la classe politique nordiste se réduise fondamentalement à l'équipe aujourd'hui au pouvoir[61]. Comme on l'a analysé précédemment, la fraction islamiste de Hassan el-Tourabi a été rapidement mise hors jeu au niveau international : cela a permis sans trop y regarder de blanchir la direction du pays des actes les plus contestables et d'imputer les comportements les plus controversés au vieux leader islamiste. Quant aux grands partis traditionnels, il est vrai considérablement affaiblis par la clandestinité et la répression, les chancelleries occidentales s'accordent pour les voir comme des perdants, incapables de formuler une ligne politique et de s'y tenir, tourmentés par les délices du factionnalisme. Le problème est qu'une telle évaluation n'est pas inexacte, mais qu'elle ne rend pas compte de l'influence sociale de ces partis, en dehors des cercles des élites urbaines de la capitale. Cette dimension de la réalité soudanaise est sans doute incommode, mais on doit se souvenir de la capacité des partis traditionnels de rebondir au terme de près de quinze années de nimeyrisme avec un réel succès, malgré leurs profondes divisions internes et l'absence de renouvellement de leurs cadres dirigeants[62]. La crise dans le Darfour, ainsi que la faiblesse de la contre-élite à la tête des insurgés qu'elle laisse apparaître, manifeste à l'inverse l'ancrage social des grands partis traditionnels.

D'autre part, la classe politique au Nord a depuis plus de trente ans su jouer de son exclusion réelle ou supposée de la table des négociations pour se dédire d'accords

[61] Impressionnante à ce niveau est la description de la vie politique soudanaise faite par l'ambassadeur américain à Khartoum. Donald Petterson, *Inside Sudan. Political Islam, Conflict, and Catastrophe*, Boulder, Westview Press, 1999. Voir également le communiqué de l'AND formulant ses requêtes après la signature des accords (Aspmara, 24 juillet 2004) (**http://www.sudantribune.com/article.php3?id_article=4168**)

[62] Roland Marchal, « Vers une recomposition du champ politique soudanais », *Revue du monde arabe et de la Méditerranée*, 81-82, 1996.

conclus avec les Sud-Soudanais, en arguant qu'ils n'en étaient pas les signataires. Ainsi, les accords d'Addis-Abeba qui amenèrent la paix en 1972 furent ceux signés entre le maréchal Nimeyri et les rebelles Anyanya I. Aucun grand dirigeant des partis alors interdits ne voulut voir en cet accord un accomplissement remarquable de l'Etat soudanais : la paix enfin retrouvée sur un tiers du territoire national après dix-sept ans d'affrontements sanglants. L'hostilité ou la forte réserve sur le contenu de ces accords était basée sur cet argument utilisé à plusieurs moments dans les années 1970 et au début des années 1980 ; elle se prévalait également du fait que les troupes sudistes s'étaient comportées de manière loyale par rapport au chef de l'exécutif et avaient réprimé plusieurs tentatives de coup d'Etat qui avaient émaillé la vie politique entre 1971 et 1977. Les Sud-Soudanais étaient ainsi coupables d'avoir été légitimistes. Le même dispositif de dénégation se mettait à nouveau en place à la suite du renversement du régime Nimeyri en 1985 et lors de la négociation entre forces politiques « nordistes » et APLS, en mars 1986, lors de la conférence de Koka Dam. Sadeq el-Mahdi, élu Premier ministre peu après, s'empressait de remettre en cause la signature de son parti au bas de ces accords qui préfiguraient pourtant un cessez-le-feu et une négociation avec Garang. Il justifiait alors son refus en expliquant que ces fameux accords n'avaient pas été entérinés par l'autre grand parti de la coalition gouvernementale, le Parti démocratique unioniste. La guerre qui aurait alors pu connaître un tournant s'intensifia. Le même jeu tacticien prit forme en novembre 1988 après qu'un accord eut été conclu entre l'ensemble des forces du Nord – à l'exception du parti de Sadeq el-Mahdi et des islamistes – et l'APLS. Cette fois-là, la population ordinaire ne fut pas la seule à faire les frais des réflexes politiciens de ses dirigeants : un coup d'Etat mit fin à des mois de tergiversations et envoya Sadeq el-Mahdi en prison pour de très longs mois.

Les médiateurs n'ont guère voulu faire évoluer le cadre de négociation. En dépit de la lettre même de l'accord sur le partage du pouvoir, le résultat laisse beaucoup plus le sentiment d'une division du pouvoir entre deux pouvoirs armés que d'une recomposition politique affectant l'ensemble du spectre politique national. Certes, des élections sont prévues deux ans après le début de la transition et un certain espace politique reste octroyé dans les institutions nationales aux autres forces politiques, mais on pressent déjà des scénarios qui permettraient au Congrès national de jouer sur l'appui de scissions mineures des grands partis traditionnels[63] pour s'autoriser une ouverture sans risque, et à l'APLS de prétendre être, au-delà de ses déclarations vertueuses sur le système démocratique, la seule force politique véritablement sud-soudanaise, toute autre étant taxée par avance d'expression tribaliste et de marionnette de Khartoum. Une fois de plus, ce sont les différences au sein de ces deux acteurs qui permettront ou non une véritable instauration d'un champ politique concurrentiel, plus que les déclarations apaisantes de leurs dirigeants aujourd'hui.

Cette situation pourrait avoir des effets d'autant plus dommageables qu'elle est construite sur une appréciation contestable : la vision de la guerre comme une guerre

[63] Ainsi pour le parti Oumma de l'ancien Premier ministre Sadeq el-Mahdi, la fraction conduite par Moubarak al-Fadel al-Mahdi suscitée en juillet 2002. Et la faction al-Hindi du PUD, etc.

Nord/Sud. La représentation du conflit, de manière essentielle, a guidé le travail des médiateurs. Les Etats-Unis, par la voix du représentant spécial du Président Bush, J. Danforth, ont accrédité la thèse contestable que la guerre était une guerre Nord/Sud, faisant du même coup du Nord-Soudan le royaume de l'Islam et du Sud celui d'une laïcité pénétrée de christianisme. Cette affirmation était d'autant plus stupéfiante qu'elle était proférée alors qu'un accord de cessez-le-feu était conclu en Suisse pour les monts Nouba, une région qui n'a jamais fait partie du Sud-Soudan et qui n'est pas homogène religieusement, non plus. Elle a d'emblée créé au moins trois grandes difficultés.

La première est le statut des Sud-Soudanais au Nord. Contrairement à une idée généreuse mais naïve, cette présence ne résulte pas seulement de la guerre et elle ne prendra pas fin avec le retour de la paix. Elle correspond aussi à des migrations de travailleurs existant dès l'indépendance. Ces migrants ont investi plusieurs secteurs (travail de force non qualifié, construction, domesticité) afin de pouvoir accumuler un peu d'argent soit pour payer leur dot, soit pour permettre à leur famille l'accès à des produits de première nécessité. Leur présence est donc vitale pour leurs parents restés au Sud. Le MPLS aurait, lors des premières négociations, soulevé ce point avec vigueur sans obtenir de concession de Khartoum, ni attirer suffisamment l'attention des médiateurs américains convaincus que ces populations étaient déplacées et ne désiraient que rentrer chez elles[64]. Dans la dernière phase de négociation, la question du statut de la capitale et de l'imposition de la *charia* a été à nouveau soulevée par les négociateurs de l'APLS, car Garang et ses partisans savent que les Sud-Soudanais ne veulent plus s'accommoder de l'arbitraire policier mâtiné de racisme trop courant au Nord. Si de tels comportements se poursuivaient, « leurs » populations y verraient une atteinte à une dignité âprement regagnée et le retour silencieux d'une politique d'expulsion qui avait déjà été menée au début des années 1980 (*kasha*) avec de fortes incidences sur l'accès au marché du travail et aux biens de consommation les plus élémentaires. Le débat sur le statut de la capitale fédérale n'était donc pas que symbolique ou politique, sauf à croire que le Sud-Soudan pouvait offrir une alternative en quelques mois. L'accord actuel prescrit une tolérance et une souplesse tout à fait significatives mais en laisse l'appréciation aux forces de l'ordre et aux tribunaux : il faut donc être doté d'un solide optimisme pour penser qu'une telle attitude durera au-delà d'une éventuelle période de grâce. De plus, ce dispositif ne vaut que pour la capitale et exclut donc les autres zones du Nord-Soudan où des Sud-Soudanais sont installés, notamment l'Est à proximité des zones agricoles, ou encore le Kordofan.

La seconde difficulté touche à une dimension centrale de l'entendement de ce conflit : en en faisant une guerre Nord/Sud, on fige deux populations et deux modes d'organisation politique, sans prendre la mesure de la réalité sous-jacente. Par exemple, si la croyance en l'islam de la population musulmane ne peut être contestée, son adhésion à la *charia* imposée par un régime autoritaire aux vues souvent étriquées est nettement plus fluctuante. De plus, cette question a un ancrage historique dont il faut prendre la mesure. Dès le début du mouvement nationaliste, la revendication

[64] Entretien Pagum Amun, Naivacha, mai 2004.

d'une constitution islamique est apparue comme une arme tactique dans la compétition entre partis tous également islamiques, beaucoup plus que comme une revendication identitaire essentielle comme les islamistes ont voulu le faire croire[65]. La *charia* est donc un thème éminemment politique plus qu'éthique et relève d'une décision sur la citoyenneté et non de la protection des valeurs et d'une sociabilité islamiques qu'aucune force politique n'entend contester. Mais ce raisonnement sur le fait religieux vaut également pour le Sud-Soudan, n'en déplaise aux fondamentalistes chrétiens qui ont mené dans les années 1990 campagne contre le régime avec des accents anti-islamiques que ne renieraient pas certains des électeurs de George W. Bush. En effet, le christianisme au Sud-Soudan n'est pas un facteur d'unification aussi consensuel qu'on le pense à Washington, à cause des rivalités entre différents courants religieux, et également de la renaissance des religions dites traditionnelles, des comportements sectaires des Eglises évangélistes dopées par les aides extérieures, de la réalité d'un islam sud-soudanais, très minoritaire, certes, mais qui n'est pas toujours une création de l'actuel régime de Khartoum. Ce dispositif politique fait un peu penser à la gestion coloniale du Soudan où ce type de taxonomie a eu des effets très dommageables sur la constitution d'une identité soudanaise partagée. D'une certaine manière, si cette représentation a eu un tel écho dans les milieux religieux occidentaux, c'est aussi la faute des propagandistes proches de l'APLS, qui, en quête de ressources pour cette organisation ou certains de ses dirigeants, ont fait flèche de tout bois et ont corroboré les visions les plus simplistes pour capter la sympathie et l'argent des donateurs. On pourrait faire une remarque similaire à propos des dénonciations de l'esclavage par l'APLS. Quel crédit a été perdu le jour où les journalistes se sont rendu compte que certains commandants du mouvement de John Garang fabriquaient des « esclaves » pour toucher une commission sur leur rachat[66] ?

La troisième difficulté, corollaire de la précédente, est que si l'on en appelle aux identités religieuses universalistes, il devient très difficile de penser la coexistence (surtout après le 11 septembre) dans une citoyenneté commune. C'est d'ailleurs là une tension majeure dans la position américaine où se manifestent une fois de plus les divergences d'appréciation entre le Département d'Etat, très conservateur sur les problèmes frontaliers et donc favorable au maintien de l'unité du Soudan, et d'autres courants plus proches de la droite religieuse ou des fractions les plus conservatrices du Parti républicain acquis d'emblée à l'idée d'une différence irréconciliable entre les deux parties de ce pays. C'est également une aporie évidente du modèle conceptuel « un Etat, deux systèmes » sauf à ne pas voir le refus de Pékin de permettre la construction d'une démocratie à Hong Kong... Il n'est pas de meilleur argument pour la sécession du Sud-Soudan que l'affirmation de cette différence, qui est intrinsèquement pensée sur le mode de la contradiction. Force est de constater que les représentations sociales (liées notamment à la traite extensive des esclaves au XIX^{e} siècle) qui ont permis pendant des décennies de justifier la guerre auprès de la population ordinaire

[65] Roland Marchal, « Vers une recomposition du champ politique soudanais », *op. cit.*

[66] Voir les commentaires de l'ancien membre du FNI, Abdelwahab al-Effendi, « Disgraceful revelations about "slavery" in Sudan », *The Daily Star* (Liban), 31 mai 2002.

du Nord-Soudan n'ont pas été remises en cause dans le cours de la négociation : les fameuses sociétés civiles tant célébrées dans les documents internationaux ont été priées d'attendre que les choix essentiels aient été faits. Aucun dirigeant, au Sud comme au Nord, n'a réellement essayé de soulever ce problème qui ne se limite pas au seul champ politique mais est profondément enraciné dans le champ social. Personne parmi les belligérants ne tente à l'heure actuelle de redessiner les traits d'une citoyenneté commune et l'accueil fait à la délégation du MPLS à Khartoum fin novembre 2003 risque de faire long feu. D'une certaine façon, l'âpreté des négociations sur certaines questions semble même condamner toute ébauche de réintégration de l'ensemble des acteurs de la guerre dans la même idée nationale.

Peut-être, ces réelles faiblesses seront-elles dépassées par le jeu politique et par le retour de l'opposition à Khartoum ? Les débats qu'anime l'opposition font souvent état de ces questions, personne ne doit en douter. Le problème est qu'ils n'apportent rien de substantiellement nouveau et qu'ils demeurent trop souvent limités aux seules directions en exil.

Le Sud-Soudan face à lui-même

Si le Nord-Soudan doit solder le bilan d'un régime autoritaire, la tâche qui attend les Sud-Soudanais est autrement plus ambitieuse, délicate et problématique. Ce que les agences internationales désignent sous le terme attrape-tout de « reconstruction » devrait se comprendre comme la conjonction de trois processus dépendants les uns des autres et chacun susceptible de fragiliser l'ensemble dans la période intérimaire : la construction d'une identité commune au-delà des multiples fractures de la guerre et de l'opposition commune au Nord-Soudan ; le désarmement de toutes les milices et la pacification intérieure ; la (re)construction d'un appareil d'Etat viable et donc, dans la conjoncture présente, minimum.

Le plus grand défi au cœur de la situation actuelle pour les Sud-Soudanais est de vivre ensemble entre eux, dès lors que la guerre avec Khartoum aura pris fin. Il faut en effet se remémorer les multiples différences et les luttes souvent extrêmement violentes qui ont existé à l'intérieur du Sud-Soudan depuis le début du premier conflit en décembre 1955. On peut certes mettre l'accent sur les manipulations des partis nordistes ou de l'Etat central mais elles n'expliquent pas tout. Elles laissent notamment ouverte la question de savoir pourquoi ces compétitions ou contradictions se sont systématiquement militarisées.

La politique coloniale britannique a eu des effets très négatifs sur le Sud-Soudan, notamment en retribalisant des régions entières du Sud qui évoluaient bien différemment après les rafles d'esclaves et en isolant le Sud-Soudan par rapport au reste du pays[67]. Le Sud-Soudan reste aujourd'hui l'une des zones les plus sous-

[67] Voir notamment, Nicole Grandin, *Le Soudan nilotique et l'administration coloniale (1898-1956),* Leyde, Brill, 1982. Martin Daly, *Imperial Sudan. The Anglo-Egyptian Condominium*, Cambridge, Cambridge

développées d'Afrique, une sorte de *museo di populi* comme le dit E. Cerulli à propos de l'Ethiopie occupée par l'Italie, une zone donc où les références ethniques et régionales sont devenues également dans le cours de la guerre des marqueurs identitaires extraordinairement efficaces. Dans de telles circonstances, le conflit a en effet aiguisé la compétition pour les rares ressources disponibles, les replis communautaires, l'usage de la violence comme mode de régulation sociale[68].

La population doit apprendre à se connaître dans et malgré les préjugés que l'histoire et la guerre ont cristallisés, passer ainsi d'une identité caractérisée par l'hostilité (voire la haine) partagée vis-à-vis du Nord-Soudan à une identité construite autour de l'acceptation de ses différences internes. C'est un processus lent, indispensable mais aussi terriblement miné par les drames du conflit, les allégeances diverses, les déséquilibres démographiques et économiques que la paix remettra à l'ordre du jour, comme ils l'avaient été à la fin des années 1970 jusqu'à constituer un blocage des accords d'Addis-Abeba[69].

Un aspect essentiel de ces retrouvailles d'une population avec elle-même est évidemment la gestion du passé, de la guerre civile qui a eu cours sous l'égide de ce conflit entre Khartoum et le Sud-Soudan. Il existe aujourd'hui près d'une trentaine de milices dont le seul point commun est leur appétence pour la prédation[70]. Nombre d'entre elles ont, au cours des ans, et singulièrement depuis 1991 avec la chute du régime éthiopien qui avait permis à l'APLS de se sanctuariser, basculé d'un camp à l'autre en fonction de l'évolution des contradictions locales, de l'approvisionnement en armements et munitions, des libertés octroyées dans le cycle prédateur par les uns ou les autres. L'existence de tels corps armés pose problème. Elle rappelle, au moins dans l'imaginaire occidental post-génocide rwandais, l'ampleur des massacres et des crimes de masse, les millions de personnes disparues du fait de la guerre et pose la question de la responsabilité et du refus de l'impunité. Contrairement au Darfour où les qualifications les plus fortes sont utilisées, dans le cas du Sud-Soudan, malgré le nombre impressionnant de victimes, ni les Nations unies ni les autres porte-parole de la communauté internationale n'évoquent un tribunal international comme au Rwanda, une cour spéciale comme en Sierra Leone ou, à tout le moins, une commission Vérité et réconciliation… S'il est important de souligner ce silence, ce n'est pas forcément pour le critiquer : contre le conformisme moralisateur, il peut y avoir d'autres modes de gestion de la mémoire et de construction de la paix que ceux fournis par l'actuel kit

---

University Press, 1991. Douglas Johnson, *Nuer Prophets. A History of Prophecy from Upper Nile in the Nineteenth and Twentieth Centuries*, Oxford, Clarendon, Press, 1994.

[68] Sharon Hutchinson, « A curse from God ? Religious and political dimensions of the post-1991 rise of ethnic violence in South Sudan », *The Journal of Modern African Studies*, 39 (2), 2001.

[69] Contrairement à une image d'Epinal entretenue par certains, les contradictions à l'intérieur de la classe politique sud-soudanaise ont constitué un puissant argument pour demander une implication de Khartoum qui ne demandait pas mieux. Voir Douglas Johnson, *op. cit*. notamment.

[70] Anonym, *The South Sudan Defence Force: A Challenge to the Sudan Peace Process ,* 8 avril 2004 (**http://www.iss.org.za/AF/current/2004/sudanapr04.pdf**)

onusien. Mais tenir à distance ces questions ne dit rien sur la manière dont elles doivent être résolues[71].

L'existence de ces milices et le rôle décisif qu'elles jouèrent dans la guerre à l'intérieur de la population sud-soudanaise rappelle également les enjeux stratégiques du désarmement et de la démobilisation à venir. Après les accords de paix de 1972, il n'avait pas fallu deux ans pour que des groupes armés se reconstituent (Anyanya II). Sans même évoquer ici les tiraillements plus que probables que provoquera l'exploitation pétrolière (qu'on pense à la situation dans le delta du Niger au Nigeria)[72], il y aura fort à faire pour contenir les dissidences armées et veiller à maintenir un champ politique pacifié.

Deux tendances opposées se sont données à voir depuis septembre 2003. D'un côté, différents groupes armés sudistes sont en pourparlers avec l'APLS et négocient leur intégration dans la future armée sud-soudanaise (cette appellation n'est pas la plus officielle) ou dans un programme de démobilisation qui devrait être financé généreusement, si l'on en croit les déclarations de la communauté internationale. De l'autre, des milices font la preuve de leur capacité de nuisance et poursuivent des opérations meurtrières pour garder le contrôle d'un territoire ou chasser des populations non acquises : cela est le cas à la fin du printemps 2004 dans la région du Haut Nil, en pays Shilluk, avec la complicité active du gouvernement et des Forces de défense populaire[73]. Ce type d'action laisse entrevoir ce qui, aux yeux des observateurs, pourrait être la stratégie des secteurs les plus extrémistes du gouvernement central : des conflits dans des zones politiquement ou économiquement sensibles pour les nouvelles autorités du Sud-Soudan menées par milices interposées, la continuation sous une forme à peine euphémisée de ce qui aura été le quotidien de ce conflit pour une fraction importante de la population sud-soudanaise, l'apparence d'une guerre civile avec des munitions et des armes octroyées par le gouvernement central…

Quant à l'APLS, elle a déjà formulé son projet de démobilisation dont la logique est tout à fait parallèle à celle à l'œuvre du côté gouvernemental où les achats de matériels militaires se poursuivent indépendamment des acquis des négociations[74]. Démobilisation et désarmement procèdent simplement d'une rationalisation du dispositif militaire actuel. Il s'agit de renvoyer dans leur foyer les combattants les plus

[71] Voir le débat tenté par le dossier « Justice internationale et réconciliation nationale », *Politique africaine*, 92, décembre 2003.

[72] M. Watts, « Economies de la violence : or noir et espaces [in]gouvernables du Nigeria », *Politique africaine*, 93, mars 2004.

[73] Voir IRIN, *Sudan: Thousands Displaced by Militias into Malakal*, 19 avril 2004, et IRIN, *Sudan: Heavy Fighting in Malakal*, 23 juillet 2004 (**http://www.irinnews.org**).

[74] International Institute of Strategic Studies, *Strategic Survey 2004*, Londres, Oxford University Press, mai 2004. Ces achats et des négociations pétrolières expliquent les réticences de la Russie à sanctionner le Soudan au Conseil de sécurité.

âgés ou les invalides et de conserver une armée aussi redoutable que possible afin de garantir la poursuite et l'achèvement du processus de paix[75].

Si tant est qu'il y eut un appareil d'Etat au Sud-Soudan, celui-ci était demeuré limité aux principales zones urbaines et réduit au minimum. Il faut en convenir, l'administration militaire durant la longue guerre n'a guère construit ni administré[76], ses nombreuses milices supplétives de même… Le problème de la reconstruction de l'Etat recouvre de nombreuses facettes, mais peut bénéficier d'une réflexion sur certaines périodes antérieures[77]. Elle devra aussi tenir compte des actions menées par les administrations centrales ou fédérales qui entendent demeurées présentes au Sud-Soudan avec un maximum d'autonomie vis-à-vis des institutions de cette région[78]…

Idéologiquement ou politiquement, deux grandes tendances se dessinent. Les cadres potentiels sud-soudanais, au-delà des équipes qui participent aux négociations actuelles, sont absolument convaincus qu'ils vont à l'indépendance, quand bien même celle-ci prendrait effet à l'intérieur du Soudan. Il y a donc une volonté affirmée de créer tous les instruments de la souveraineté sous forme d'une décentralisation radicale de l'Etat fédéral (typiquement, la Banque centrale, la nouvelle monnaie, etc.). D'un côté, peut-être en hommage aux consultants américains qui les ont tant conseillées, s'affirment au niveau du discours les thèses démocratiques sur la construction politique, l'Etat minimum et le libéralisme économique. De l'autre, peut-être à cause de leur ancienne alliance avec l'Ethiopie communiste de Mengistu, peut-être à cause de leur appétit de pouvoir et de leur désir d'accumulation, ces cadres octroient à l'Etat un rôle que ne renieraient pas les plus étatistes des islamistes : tous les pouvoirs et le reste.

Les médiateurs occidentaux promettent pour obtenir un accord final des aides extrêmement importantes. Peut-être faudrait-il, au-delà de l'ingénierie propre à la médiation, réfléchir plus au fond. D'abord, le cas de l'Afghanistan montre, s'il en était encore besoin, qu'il y a loin de la pomme à l'arbre : certes, Kaboul n'est pas abandonné par la communauté internationale mais les superlatifs ont vécu. Ensuite, il conviendrait de se demander comment un pays comme le Soudan, et singulièrement le Sud, peut absorber les aides financières qui sont aujourd'hui promises. Certes, dans les années 1970, des centaines de millions ont été investis au Soudan, mais on sait bien que cet argent n'y est pas allé ou resté et s'est retrouvé sur des comptes personnels en Egypte et ailleurs : les économistes soudanais parlaient alors de la corruption comme d'un cinquième facteur de production dans leur pays…

---

[75] Entretiens, Pagam Amun, Naivasha, mai 2004.

[76] John Young, « Le MPLS/APLS et le gouvernement du Sud-Soudan », *Politique africaine*, 88, décembre 2002.

[77] Terje Tvedt, « The Collapse of the State in the Southern Sudan after the Addis-Abeba Agreement », in : Sharif Harir, Terje Tvedt, *Short-cut to Decay. The Case of Sudan*, Uppsala, The Scandinavian Institute of African Affairs, 1994.

[78] Entretiens, Khartoum, mai 2004.

Se pose enfin le problème des cadres capables d'occuper les postes créés ou laissés vacants par les accords de paix. Si la diaspora sud-soudanaise est aujourd'hui autrement plus nombreuse qu'elle ne l'était en 1972, sa frange qualifiée reste peu étoffée et on peut croire qu'il sera difficile d'attirer un nombre significatif de ses éléments au Sud-Soudan : conditions de vie spartiates, modestie obligée des salaires dans la fonction publique, appareil d'Etat peu différencié, méritocratie sans ancrage réel, etc. L'Erythrée et l'Ethiopie voisines avaient fait le pari du retour en nombre significatif d'instruits de la diaspora au terme de leur long conflit. Peu sont rentrés car, si beaucoup sont revenus pour de courts séjours, les conditions de vie, de scolarisation des enfants, les niveaux de salaire et le climat politique n'ont guère convaincu. Ce manque de cadres pour l'appareil d'Etat risque donc de se poser. De plus, l'aide internationale risque également de créer d'autres difficultés. Nombre de personnes qualifiées vont opter pour un travail au sein des projets car les agences et les ONG internationales paient davantage (et les salaires sont versés) et octroient d'autres facilités (formation permanente, visas pour l'étranger).

* *
*

On sait qu'il est parfois possible que la démocratie s'installe sans démocrates, comme le seul système permettant une gestion des tensions et des alliances du champ politique. Une telle thèse développée initialement pour d'autres pays a sans doute quelque validité dans le cas du Soudan[79]. Et peut-être l'analogie peut-elle être poussée plus loin à propos de la paix. Celle-ci se produit dans un contexte régional marqué par la militarisation des compétitions, le nouvel ordre sécuritaire et la possible déstabilisation de pays jusqu'ici alliés des Etats-Unis. Pourtant, cet environnement pourrait paradoxalement lui donner une plus grande chance de durer, pour les enjeux indirects et internationaux qu'elle recouvre soudain, bien au-delà du pétrole comme il est trop souvent dit.

Fin juillet 2004, la question fondamentale est de savoir comment il est possible de finaliser des accords de paix au Sud alors qu'un des protagonistes dans la discussion est accusé par le Congrès américain de génocide au Darfour. Ce dilemme est largement dû à l'approche américaine de la crise soudanaise. Celle-ci n'a pas fait l'objet d'une véritable analyse qui aurait sans doute conduit la diplomatie américaine à privilégier sinon d'autres axes de négociation au moins d'autres forums. Mais le Soudan a été une véritable question de politique intérieure américaine où se jouait la relation avec la droite religieuse et l'administration républicaine. Le Soudan y a gagné un engagement hors du commun des Etats-Unis dans les négociations, il y a peut-être perdu la possibilité d'une réelle reconfiguration de l'Etat, condition indispensable à une paix durable sur l'ensemble du territoire national.

[79] Ghassan Salamé, *Démocraties sans démocrates : politiques d'ouverture dans le monde arabe et islamique*, Paris, Fayard, 1994.

LE CONFLIT AU DARFOUR POINT AVEUGLE DES NEGOCIATIONS NORD/SUD

La guerre au Darfour surgit dans l'actualité à partir de février 2003. Avant, l'attention était ailleurs, sur le Sud-Soudan, sur le nouveau contexte régional créé par la lutte antiterroriste, et peut-être aussi sur la constitution d'une économie pétrolière transnationale impliquant une bonne partie des pays du bassin du lac Tchad[80]. Pourtant, ce n'est qu'en décembre 2003 que les grandes puissances occidentales, médiateurs ou observateurs dans les négociations qui se déroulaient alors au Kenya, décidaient de s'exprimer sur l'escalade d'un conflit dans une région difficilement accessible du Soudan. Ce décalage important entre l'éclatement « médiatique » de la crise et sa reconnaissance au niveau diplomatique laissait l'impression que le Darfour s'invitait à la table des négociations.

La suite fait partie d'une histoire déjà dix fois répétée sur le continent africain. D'inconnu et de marginal, le Darfour en l'espace de quelques éditoriaux et d'articles de journalistes audacieux se transformait en « crise humanitaire complexe », avec l'inflation des chiffres, la mise en spectacle de la misère, la construction des victimes et des coupables. 20 000 à 50 000 morts, plus d'un million de déplacés, près de 200 000 réfugiés au Tchad : telle était la sordide arithmétique de cette petite guerre. Du jour au lendemain, les populations arabes du Darfour étaient mises dans le même sac que les miliciens, coupables de tous les excès devant des victimes qui, puisque victimes, étaient innocentes : telle était la morale de la guerre. La célébration du dixième anniversaire du génocide rwandais et le désir des plus hauts responsables internationaux de ne pas être une fois de plus pointés du doigt pour leur silence incitaient à de fortes déclarations. Cependant, les accusations de génocide et de nettoyage ethnique n'étaient pas explicitées complètement car il aurait alors fallu en tirer les conséquences légales et politiques[81]. Bref, l'approche victimaire et humanitariste[82] prenait son essor dans une dépolitisation croissante de la crise au Darfour.

Il s'agit d'abord, dans la suite de ce texte, de restituer les dynamiques du conflit, ses enjeux politiques locaux et nationaux et d'essayer de comprendre pourquoi, alors que le Soudan bénéficiait d'une telle attention internationale, une crise de cette ampleur a

---

[80] Voir le dossier sur ce thème dans *Politique africaine*, 94, juin 2004.

[81] Ainsi l'intervention de Kofi Annan, le 7 avril 2004, pour commémorer le génocide rwandais (SG 04/03). Voir le recueil d'articles de presse fait périodiquement par un universitaire américain, Eric Reeves **(http://www.listserv.emory.edu/archives/sudan-l.html**). Les grands quotidiens anglais et américains ont également suivi cette ligne éditoriale. C'est tardivement qu'on commencera à réfléchir à quelques-unes des implications de ce dispositif rhétorique. Lire Marc Lacey, « In Darfur, appaling atrocity but is that genocide ? », *New York Times*, 23 juillet 2004, et Stephen Smith, « Un, deux, trois, beaucoup de génocides », *Le Monde*, 20 juillet 2004.

[82] La critique ici souligne les responsabilités des hommes politiques, pas des organisations humanitaires ou de défense des droits de l'homme qui sont dans leur rôle.

pu se développer et le gouvernement soudanais accepter de payer un tel prix diplomatique pour un conflit qui ne le menaçait pas directement[83].

Cette analyse met en évidence également des points aveugles de la négociation en cours pour mettre un terme au conflit au Sud-Soudan. Parmi ceux-ci, plusieurs méritent une mention particulière : l'absence de réflexion (et donc de solution) sur la citoyenneté et donc sur la forme d'Etat qui doit prévaloir pour une normalisation durable, la transformation des revendications sociales et politiques que génère la rente pétrolière ou son utilisation peu transparente, le coût politique d'une éviction d'acteurs secondaires et des contre-élites dans le processus politique en cours.

Cette crise donc ne renvoie pas comme on l'a trop souvent entendu à des conflits ancestraux entre pasteurs arabes et cultivateurs africains (voir la suite), pas plus qu'elle n'exprimerait la volonté d'un pouvoir d'arabiser soudain par le fer et le feu une région qui, politiquement, lui a été acquise depuis 1989[84]. Elle est le produit d'une histoire locale dont une partie de la classe politique soudanaise n'a pas voulu prendre la mesure, de politiques d'Etat peu cohérentes et partisanes qui ont aggravé plutôt que résorbé les tensions, d'un choix du tout répressif à partir de juin 2003, qui a suscité des désaveux même au sein du régime et, aujourd'hui, l'opprobre de la communauté internationale. Compte tenu du discours dominant sur cette crise, il a paru essentiel de faire de longs développements sur le contexte écologique et ethnique du Darfour. Pourtant, il est essentiel de ne pas s'y tromper. Cette guerre civile ne relève pas simplement du dérèglement des rapports de voisinage entre groupes différents ; elle cristallise au contraire trois dynamiques qui ont chacune leur propre temporalité : la déstabilisation de l'économie politique d'une région, le dévoiement du rôle de l'Etat et les effets de la guerre civile au Tchad hier et aujourd'hui.

Modes de production et transformations écologiques au Darfour

Le Darfour est une région du Soudan équivalente en superficie à celle de la France et peuplée de près de 6 millions d'habitants sur une population soudanaise estimée à plus de 32 millions[85]. Ce simple fait, sans prendre en compte la rareté des voies de

[83] Pour de nombreuses raisons, ce conflit reste surprenant si l'on adopte une démarche en termes de choix rationnel. Le gouvernement est aujourd'hui mis au ban d'une partie de la communauté internationale ; les principaux groupes impliqués dans la guerre étaient ceux qui avaient bénéficié le plus de leur intimité avec le régime pour accroître leur puissance économique avant de le combattre, etc. Mais il existe d'autres paradigmes d'analyse que le choix rationnel !

[84] En ce sens, notre analyse diffère radicalement de celle courante dans le monde anglo-saxon qui voit dans cette guerre la volonté idéologique du gouvernement de faire du Soudan ou du Nord Soudan un pays ethniquement arabe.

[85] Pour une première comparaison entre le Darfour et les autres régions du Soudan, on pourra se reporter à *Major Socio-Economic Indicators for Population*, Khartoum, General Secretariat, Ministry of Welfare and Social Development/National Population Council, 2003.

communication et son sous-développement, incite à une prudence méthodologique : tirer des conclusions générales de certaines réalités ancrées dans des terroirs spécifiques ne devrait être fait qu'avec une précaution d'autant plus grande qu'il y a une grande variété de situations écologiques et de modes de production dans cette région.

De façon très schématique, on peut suggérer une classification en trois zones[86]. Si au centre de la région, et tout spécifiquement dans le Djebel Marra, existe une agriculture significativement développée, ailleurs prédominent des zones de savane et de désert laissant donc la possibilité au développement d'agro-pastoralisme et de semi-pastoralisme.

Dans cette partie centrale se retrouvent de nombreux groupes classifiés aujourd'hui comme « africains » (ou *zourga*) : on doit citer notamment les Four, les Masalit, les Berti, Bergid, Tama et Tounjour, etc. Les cultures traditionnelles sont le mil, le sorgho, l'arachide, le sésame, les fruits, la gomme arabique. Il faut évidemment penser en termes de transition d'une économie d'autosubsistance à une économie monétarisée, avec un rôle croissant des commerçants et du négoce des récoltes pour l'économie familiale. Les migrations vers les grandes villes ou comme travailleurs agricoles dans les zones irriguées se sont également intensifiées depuis les années 1960 et participent également de la prise de conscience politique des populations.

Dans la partie septentrionale, essentiellement au Nord-Darfour mais aussi dans une partie du Darfour occidental, compte tenu de la modicité des pluies, pour l'essentiel, ovins et camélidés sont élevés. Les populations qui se consacrent à cette activité sont appelées des Gamala. Parmi elles, il faut citer les Beni Hussein, les Zeyadiyya, les Mahamid, les Mahariyya, les Ereigat, les Zabalat et dans le Darfour occidental, les Nawayba et Awlad Rashid. Ces groupes seraient classifiés comme « arabes », mais d'autres groupes qui seraient « africains » (*zourga*) font de même, notamment les Zaghawa et les Meidob. Dans le Sud, au contraire, les conditions climatiques et aquifères autorisent l'élevage du bétail : les populations concernées sont donc appelées des Baggara. Parmi elles, il convient de citer les Rizeigat, les Habbaniyya, les Taisha, les Beni Halba, les Maaliya, les Miseiriyya, les Salamat, les Beni Hussein et Beni Mansour. D'autres font de même mais n'appartiendraient pas aux groupes « arabes », notamment les Fellata près de Toulous, les Gimir et les Fellata Ambororo[87].

Il convient de nuancer d'emblée cette description trop rigide : ces divisions liées au mode de production sont réelles mais elles ne sont pas absolues. Les pasteurs ont souvent une partie de leur lignage qui est sédentarisée et cultive ce qui est possible (mil, sorgho notamment) pour ajouter aux ressources traditionnelles. De plus, les

[86] On pourra pour une description se reporter à Georg Nachtigal, *Sahara and Sudan,* vol IV*. Wadai and Darfur*, Londres, Hurst and Co., 1971 [1874] ; A. Theobald, *Ali Dinar, the Last Sultan of Darfur 1898-1916*, Londres, Longman, 1965 ; L. Kapteijns, *Mahdist Faith and Sudanic Tradition. A History of Dar Masalit, 1870-1930*, Amsterdam, University of Amsterdam Press, 1982.

[87] Sur le pastoralisme et ses problèmes au Darfour, consulter : Al-Massar, *Pastoralist Baseline Survey, Greater Darfur 2003*, Khartoum, n. p. 2004. Le site **http://www.darfurinfo.org/** fournit également toute une série de rapports d'ONG et de littérature grise sur la région, son agriculture et le pastoralisme.

chemins de migration (*dammer*) sont relativement définis et font d'ailleurs l'objet de négociations avec l'Etat et les communautés sédentaires pour limiter les conflits[88]. Cette codification, la volonté de donner une instruction religieuse aux enfants dans des écoles coraniques (elles ne sont pas toutes mobiles) et le développement de marchés incitent donc à une sédentarisation sélective dans le cadre d'une division des tâches au sein de lignages élargis.

Cette situation dynamique a évidemment été considérablement affectée par les sécheresses récurrentes qui ont frappé le Darfour depuis longtemps, et notamment, pour ce qui nous préoccupe, dans les années 1969-1974 et 1983-1985[89]. Celles-ci ont eu plusieurs effets majeurs sur les sociétés pastorales. Elles ont limité l'ampleur des migrations autour d'un point moyen qui s'est rapproché de la zone centrale du Darfour, augmentant ainsi la pression sur celle-ci. Par exemple, les Rizeigat nomadisaient encore au Nord d'el-Fasher au début des années 1960. Aujourd'hui, ils s'arrêtent au Sud de la capitale du Nord Darfour. Elles ont également modifié la carte démographique de la région en disséminant certains groupes au-delà de leur zone d'établissement traditionnel, inaugurant aussi la possibilité de nouvelles migrations. Ainsi les Zaghawa sont présents au Nord-Darfour où ils disposent de leur territoire traditionnel (*Dar*) mais aussi aujourd'hui dans le Centre et le Sud de cette province. Une telle évolution ne fait que confirmer l'incroyable vitalité de cet espace migratoire[90]. D'autre part, les sécheresses ont également poussé à une sédentarisation plus grande d'une partie de ces populations, sans commune mesure avec les stratégies familiales propres à l'économie pastorale d'antan. Si cette immobilisation ne constituait pas en soi un facteur belligène, l'absence de toute politique de développement d'une économie urbaine posait, elle, problème car leur présence recomposait un marché du travail et aiguisait la compétition. On peut imaginer que les *janjawid* ont pu y trouver un bassin de recrutement. De la même manière, il serait profondément inexact de penser les paysans crispés dans leurs traditions[91]. La transformation des méthodes d'irrigation, la plus grande accessibilité aux méthodes de pompage, le développement urbain et donc la possibilité de cultures péri-urbaines ont généré des changements. Ceux-ci ont été également dynamisés par la volonté des paysans de consolider par eux-mêmes des mécanismes de résistance aux sécheresses et d'accroître leur autonomie productive. Sans surprise donc, il s'en est suivi une extension des terres mises en culture ou servant de pâturages et des enclosures (*zariba*), sans qu'il y ait eu forcément de consultation avec les pasteurs disposant de troupeaux alentour.

---

[88] Le Soudan n'a pas en ce sens de politique particulière par rapport à d'autres où le pastoralisme est présent.

[89] Pour une liste des sécheresses ayant affecté cette zone et les conséquences, voir Alex de Waal, *Famine that Kills. Darfur, Sudan, 1984-1985*, Oxford, Clarendon Press, 1989.

[90] Laurence Marfaing, Stephen Wippel (dir.), *Les relations transsahariennes à l'époque contemporaine*, Paris, Karthala, 2003.

[91] Voir le très intéressant article de Ladislav Holy, « Cultivation as a Long-Term Strategy of Survival: the Berti of Darfur », in : Douglas Johnson, David Anderson (eds), *The Ecology of Survival. Case Studies from Northeast African History*, Londres, Lester Crook Academic Publishing, 1988.

Ces évolutions, on le conçoit, multiplient les sources possibles de compétition, mais des pans entiers du droit coutumier sont consacrés à leur régulation. Cette dernière suppose évidemment la légitimité des structures d'encadrement traditionnelles et une non-politisation des chefs coutumiers, phénomènes qui, tendanciellement, ont été de façon croissante contestés par les évolutions économiques et les stratégies des partis politiques, désireux de s'attirer des clientèles.

Une telle description pose la double question de la propriété et de la gestion de la terre. C'est en effet l'un des enjeux de la crise, aujourd'hui comme hier. Dans l'économie morale des populations du Darfour, un certain nombre de groupes à travers leurs autorités traditionnelles (sultanat, etc.) ont le contrôle de la gestion de la terre. Ils possèdent un territoire spécifique (*Dar*) à l'instar des Four, des Zaghawa, des Masalit mais aussi des Rizeigat au Sud-Darfour. Ces autorités traditionnelles peuvent octroyer un droit de passage ou l'usufruit de terres à de nouveaux venus, contre paiement d'une dîme sur leurs récoltes, par exemple : ces terres sont alors appelées *hakura*. On peut imaginer l'un des clivages essentiels de l'économie du Darfour : les pasteurs doivent se déplacer mais leurs zones de migration et de campement sont définies par des accords négociés. Bien qu'ils soient souvent les mieux armés et les plus aguerris, ils doivent s'en remettre à un accord des populations autochtones avant de s'installer à proximité d'un puits.

Un tel système peut fonctionner sans problème dès lors qu'il y a une grande disponibilité de terre (ce qui compte tenu de la superficie de la région est probable) et que les pluies sont suffisantes. Mais on peut d'emblée concevoir sa fragilité. Par exemple, les sécheresses locales sont la norme année après année au Nord Darfour, incitant à changer les chemins de migration et à se rapprocher des puits les plus sûrs. De plus, l'équation démographique joue également dans un cadre écologique aussi précaire. L'arrivée de pasteurs qui fuient par exemple des razzias au Tchad renforce la pression sur des infrastructures très limitées.

Enfin, il faut également indiquer que ce mode de gestion du foncier a pendant longtemps suscité des revendications : certains groupes autochtones ont voulu nier toute représentation dans l'administration locale aux groupes qui ne possédaient pas de *Dar*, quelle que soit leur réalité démographique. Dans la mesure où l'on est dans un système de souveraineté multiple, il n'y a pas de solution élémentaire à ces problèmes, mais une neutralité informée de l'Etat est un élément essentiel de limitation des tensions. Or celle-ci a dramatiquement fait défaut, pour des raisons multiples, certaines contingentes (la personnalité d'un gouverneur), d'autres structurelles (la fidélité au régime plus que l'application du droit).

A ce stade de l'analyse, il est important de s'arrêter sur le contenu des termes *Zourga* et « Arabes » utilisés pour expliquer les clivages qui ont suscité le conflit actuel au Darfour. Un certain nombre de spécificités doivent inciter à ne pas utiliser ces catégories en les décalquant sur la représentation commune du conflit au Sud-Soudan[92], en particulier en les dotant d'emblée du même contenu ethnique.

[92] C'est un conseil maintes fois répété par les plus grands historiens de cette région. Voir Robert O'Fahey, *State and Society in Dar Fur*, Londres, Hurst and Co., 1980, et, surtout, Michael Horowitz, « A reconsideration of Eastern Sudan », *Cahiers d'études africaines*, VII (3), 1967.

D'abord, toutes ces populations sont musulmanes et fières de l'être[93]. Il y a un *ethos* qui incline les gens à accroître leur proximité avec la culture de l'islam et le Prophète. On le constate couramment dans la valorisation de la langue arabe ou dans la reconstruction des généalogies des groupes pour les lier soit à la tribu du prophète Mohamed soit même à ses parents plus ou moins proches. L'histoire orale de la fondation du sultanat Four explique ainsi qu'un Arabe, Ahmed al Magrour, construisit la première mosquée au Darfour, épousa une princesse de la dynastie Keira des Tounjour et fonda la famille « royale » Four (ce genre d'histoire est absolument commune dans le monde islamique)... Tout cela pour dire que les Zaghawa et les Four, acteurs « africains » de cette guerre se revendiquent respectivement comme Zaghawa ou Four mais ne sont guère portés *a priori* à se revendiquer « Africains » dans une opposition aux « Arabes ».

Si le terme *Zourga* est utilisé depuis longtemps, il faut peut-être comme nous y invitent les grands historiens de cette région lui donner plutôt un sens contextuel de spécialisation économique : les *Zourga* sont les agriculteurs, les populations autochtones, en regard des pasteurs qualifiés d'Arabes. Comme on l'a déjà indiqué, ces divisions ne sont pas absolues. Une approche sociolinguistique confirmerait d'ailleurs cette conclusion. Des populations comme les Meidob (liés au Nubiens du Sud de l'Egypte) ou Zaghawa sont des pasteurs non arabes et certains sous-groupes Four proviennent d'une agglomération d'anciens nomades sédentarisés (*Dar Kunjara*). Cela met l'accent sur une autre réalité que connaissent bien tous les chercheurs qui travaillent sur des sociétés agro-pastorales, l'importance des mariages entre groupes et l'assimilation réciproque, au-delà des discours ethniques ou claniques[94]. C'est d'ailleurs ce qui explique le calme relatif du Sud-Darfour dans le conflit actuel. Par exemple, les intermariages entre Beni Halba et Four sont extrêmement nombreux et rendent l'escalade d'un conflit entre les deux groupes plus difficile.

Néanmoins, comme toute taxinomie sociale, la signification du bipole *Zourga*/Arabe a évolué durant les deux dernières décennies. Elle s'est, en particulier, peu à peu enrichie d'un contenu ethnique. L'explication en est complexe et tient à plusieurs aspects sur lesquels on reviendra par la suite : les luttes au sein de l'élite régionale pour l'accès à l'Etat, un accès dont l'importance change au début des années 1980 à cause d'une réforme constitutionnelle, puis de la démocratisation, et surtout la récurrence de conflits intérieurs à la région dans la seconde moitié de cette décennie et la polarisation induite par le conflit au Sud-Soudan.

[93] C'est l'une des grandes différences à prendre en compte lorsqu'on veut faire un parallèle avec une autre sale guerre, celle dans les monts Nouba , qui a également nourri des accusations de génocide contre l'actuel régime à Khartoum.

[94] Typiquement, la situation des Digil-Mirifle dans le Centre-Sud de la Somalie. Mais on pourrait arguer que cela est également vrai dans d'autres groupes connus pour leur plus grande implication dans le nomadisme. Voir par exemple les Moallim Diblawe des Harti Abgal.

Les conflits des années 1980 et 1990 et la crise tchadienne

Pour comprendre la guerre au Darfour, il est essentiel de garder à l'esprit sa position de sanctuaire pour les opposants dans le Tchad voisin : une fonction hier omniprésente et qui le demeure encore dans l'esprit des Tchadiens et de leurs alliés soudanais. On ne reviendra pas ici sur le partage colonial, mais plutôt sur les crises violentes du Tchad qui, de 1980 à aujourd'hui, ont contribué à aiguiser les tensions au Darfour. S'il ne s'agit pas, comme le fait aujourd'hui Khartoum, de blâmer les « étrangers » pour les infamies qui s'y déroulent, il faut voir que la guerre au Darfour révèle aussi une archéologie des conflits dans le pays voisin et une réalité peu amène du pouvoir actuel au Tchad.

Le renversement de Goukouni Weddeye par Hissène Habré en 1982[95] ne marquait pas le terme d'une présence militaire tchadienne au Darfour. Jusqu'alors les partisans d'Habré y avaient été encadrés par les services égyptiens, américains et français, tous avides d'en découdre avec la Libye du colonel Qadhâfî, dont l'armée avait porté sur les fons baptismaux ce dirigeant tchadien[96]. En effet, d'abord sous forme de migrations forcées dues à l'insécurité au Tchad et à la terrible sécheresse de 1983-1985, puis grâce au renversement du maréchal Nimeyri et à l'accession au pouvoir de Sadeq el-Mahdi, les groupes tchadiens venaient s'installer au Darfour. Parmi eux, les partisans d'Acheikh Ibn Omar, qui dirigeait alors le Conseil démocratique révolutionnaire (CDR), recrutant pour l'essentiel dans les tribus arabes tchadiennes. A ce groupe composite venaient s'ajouter les Zaghawa entrés en dissidence avec Hassan Djamous qui était tué en 1988.

La Libye n'avait pas accepté son échec et conservait un rôle important dans la politique tchadienne. Le nouveau Premier ministre, Sadeq el-Mahdi, avait pendant des années été l'hôte de Tripoli qui avait également toléré ses camps militaires, peuplés d'ailleurs pour l'essentiel de combattants provenant du Darfour. Ces derniers étaient rentrés au Soudan à la fin des années 1970, Sadeq ayant finalement abandonné en 1977 l'idée d'un renversement violent du pouvoir à Khartoum et conclu un accord d'amnistie pour les siens avec le maréchal Nimeyri. Après le renversement de son allié tchadien, Goukouni, la Libye volait au secours d'Acheik Ibn Omar et de ses nouveaux alliés Zaghawa en leur fournissant armes et munitions. Les autorités soudanaises ne firent rien (ou trop peu) pour stopper ces flux d'équipements militaires. Elles n'essayèrent pas davantage d'expulser les contingents de cette Légion islamique, bande de mercenaires et pauvres hères à la solde de la Libye censés aider l'opposition à Habré, qui fit l'objet de nombreux reportages sensationnalistes en Occident. Cette passivité ou impuissance était interprétée localement à l'aune de l'amitié qui liait les dirigeants soudanais et libyen. La présence de ces différents groupes entraîna très rapidement des troubles et des affrontements au sein de la population car elle ajoutait

[95] Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les guerres civiles du Tchad (1977-1984)*, Paris, Karthala, 1987.

[96] Voir le livre à la tonalité très « américaine » de J. Millard Burr, Robert O. Collins, *Africa's Thirsty Years War. Libya, Chad and the Sudan, 1963-1993*, Boulder, Westview Press, 1994.

des tensions à une situation rendue déjà très difficile par la sécheresse, l'accès très inégalitaire à l'aide humanitaire et aux compétitions politiques qu'avait rouvertes le retour de la démocratie.

Hissène Habré ne restait évidemment pas passif. Ses troupes multipliaient les incursions en territoire soudanais, détruisant camps et villages et pillant, sans grande distinction, réfugiés tchadiens et populations autochtones. Surtout, il armait les groupes qui pouvaient s'opposer à ses ennemis : les Four notamment bénéficièrent alors d'une aide militaire substantielle car ils étaient entrés en conflit contre leurs voisins Zaghawa. Cette stratégie se retourna peu à peu contre le dirigeant tchadien car les Zaghawa soudanais, initialement peu impliqués dans la crise tchadienne, se mobilisèrent à la fin des années 1980 aux côtés du successeur de Hassan Djamous, Idriss Deby, tant ils souffraient des embuscades orchestrées par les forces de H. Habré. Idriss Deby réussit à renverser Habré au terme d'une contre-offensive éclair lancée à partir du territoire soudanais en novembre-décembre 1990. Il avait bénéficié de l'aide des nouveaux dirigeants de Khartoum grâce aux liens d'amitié qu'entretenait avec Beshir un des généraux de la junte, Tijani Adam Taher[97].

Ailleurs au Darfour, mais plus au Sud, la situation s'était dégradée pour d'autres raisons. L'armée soudanaise, dès 1985, armait des groupes du Sud-Darfour (Arabes) afin de mettre fin aux pénétrations des Dinka ou de l'APLS dans cette zone. Les *murahalin*[98], comme on les appelait, ne pouvaient qu'aider leurs parents vivant plus au Nord et les approvisionner en armes et en munitions dont ils étaient alors généreusement dotés par le gouvernement. Les Four qui avaient déjà fort à faire avec les Zaghawa étaient attaqués sur un autre front.

Pourtant, la dégradation de la situation au Darfour ne laissait pas la classe politique soudanaise passive. En mars 1988, des manifestations avaient lieu dans la capitale pour critiquer l'immobilisme du gouvernement et exiger une intervention de l'armée et de la police pour restaurer l'ordre dans cette région[99]. En juin 1989, quelques semaines avant le coup d'Etat, une conférence de paix se tenait finalement entre 27 groupes arabes et four pour régler la crise. Elle exigeait notamment une présence plus forte de l'appareil d'Etat pour rétablir la sécurité, lutter contre le banditisme et éviter que des incidents mineurs ne dégénèrent en confrontations d'envergure. La prise de pouvoir par les islamistes pouvait donner l'impression pendant quelques mois que l'Etat

[97] Il s'agit d'un Four, non membre du FNI. Il sera mis hors jeu lors de la dissolution de la junte militaire, le Conseil de commandement révolutionnaire, en 1993. Son amitié avec Beshir lui a valu également de participer à une médiation entre Idriss Deby et Abbas Koty.

[98] Alex de Waal, « Some Comments on Militias in Contemporary Sudan », in : Hervé Bleuchot, Christian Delmet, Derek Hopwood (eds), *Sudan: History, Identities and Ideologies*, Exeter, Ithaca Press, 1991. Mohamed Mahamed Saleh, Sharif Harir, « Tribal Militias. The Genesis of National Disintegration », in : Sharif Harir, Terje Tvedt (eds), *Short-cut to Decay…, op. cit.*

[99] Elles étaient organisées par un Conseil national pour la sauvegarde du Darfour. Les députés du Darfour du parti Oumma reçurent l'ordre de Sadeq de ne pas se joindre à ces manifestations. Deux députés du Darfour du FNI démissionnèrent alors et rejoignirent le PUD. L'un d'entre eux, le Dr. Farouq Ahmed Aden, est aujourd'hui l'un des nombreux « émissaires de paix » du gouvernement au Darfour.

entendait jouer son rôle tant il réaffirmait son autorité. Mais cela exigeait des moyens, une attention constante et un intérêt politique que personne n'avait dans les cercles dirigeants.

Le Soudan d'Omar el-Beshir gagnait au Tchad un allié fidèle et sûr[100] et cette victoire manifestait les liens multiformes entre les deux pays tant pour les Zaghawa que pour les groupes qualifiés d'Arabes. Le départ de Hissène Habré et l'arrivée d'Idriss Deby au Tchad avaient calmé mécaniquement la situation au Darfour. Les dirigeants soudanais, libyen et tchadien entretenaient depuis des relations de bon voisinage et la logique de confrontation avait vécu. On en avait pour preuve le développement sur une grande échelle d'un commerce triangulaire où les marchandises achetées dans les pays méditerranéens ou dans le Golfe (Djeddah et Dubaï) transitaient par Tripoli et Port Soudan pour être échangées à Koufra, Abéché ou el-Fasher. Cette prospérité relative se manifestait également par la grande vitalité du « marché libyen » à Omdurman et surtout par l'émergence d'une communauté d'affaires zaghawa à Khartoum et dans les Emirats arabes unis.

Pourtant, l'actualité tchadienne allait à nouveau interférer avec la situation au Darfour. D'une part, arrivé au pouvoir grâce à l'aide des Zaghawa soudanais, Idriss Deby entendait néanmoins les renvoyer au plus vite chez eux dès lors que leur présence n'était plus très utile. Ces combattants furent donc les premiers remerciés et retournèrent au Soudan avec un petit pécule et des ambitions déçues. Néanmoins, un accord avait été conclu : les Zaghawa tchadiens devaient se porter au secours de leurs parents soudanais dès que ceux-ci en feraient la demande[101]. De plus, les luttes factionnelles parmi les partisans d'Idriss Deby l'amenaient à faire assassiner Abbas Koty et d'autres Zaghawa Kobe[102], un acte qui ne servit pas sa popularité au Darfour et fut rappelé lorsque les mouvements insurgés qui prirent forme au début des années 2000 souffrirent de son alignement sur Khartoum. Enfin, les Zaghawa arrivés au pouvoir à N'Djamena n'eurent pas le triomphe modeste et, avec ou sans l'aide directe de l'armée ou de la garde présidentielle, lancèrent ici et là des razzias dans le Ouaddaï pour prendre le contrôle de territoires détenus par des groupes arabes (tchadiens). Ceux-ci, sans illusion sur le résultat d'une confrontation, choisirent donc d'aller s'installer au Darfour, soit parce qu'ils y avaient déjà résidé dans les années 1980, soit parce que des groupes qui leur étaient apparentés étaient disposés à les accueillir.

---

[100] Si les rapports avec la Libye, officiellement toujours harmonieux, ont connu des hauts et des bas, les relations avec le Tchad semblent avoir été depuis 1991 au beau fixe. Différentes théories essaient d'expliquer cette situation un peu étonnante par sa constance. Il n'est pas impossible que celle-ci évolue après la tentative avortée de coup d'Etat en mai 2004.

[101] Entretiens, Paris, mars 2004, et Dubaï, mai 2004.

[102] Les Zaghawa se divisent en multiples fractions qui ont été étudiées en France par Marie-José Tubiana. Idriss Deby appartient au sous-clan des Bidayat, dont le territoire est au Tchad. Les Kobe, quant à eux, vivent sur la zone frontalière entre Tchad et Soudan et bénéficient d'une élite significative, notamment au niveau du négoce. Les Twer sont eux des Zaghawa dont le territoire est entièrement sur le sol soudanais. On laissera de côté les autres groupes. On peut trouver nombre d'informations sur le site **http://www.tchad-info.net/**. Les pages des 9 et 16 janvier 2004 fournissent un certain nombre de données sur la répression des opposants tchadiens au Soudan.

C'est sans doute l'une des explications possibles de la très forte croissance démographique dans le Darfour entre le recensement de 1993 et celui de 2002[103]. Si l'on en croit des représentants des mouvements insurgés, ces groupes ont fourni nombre de recrues *janjawid*, notamment dans la région du Nord-Darfour.

Une autre péripétie allait jouer un rôle dans la construction de la crise actuelle au Darfour : la brève et quelque peu dérisoire épopée de Daoud Yahya Bowlad, qui s'acheva par son exécution en décembre 1991, avant même son procès. Il peut être considéré comme une figure emblématique de la manière dont les élites de cette région réagissent aux exactions de la part de la capitale. Daoud Yahya Bowlad, né en 1952 dans une famille four connue pour son soutien au parti Oumma, était devenu un militant islamiste dès l'école secondaire et gravissait les échelons de l'organisation du mouvement de Hassan el-Tourabi alors même qu'il poursuivait ses études d'ingénieur à l'Université de Khartoum, pépinière de l'élite politique et administrative nationale. Militant hors pair, arrêté à de nombreuses reprises avant que Tourabi n'accepte un accord avec Nimeyri en 1978, il était devenu le président de l'Union des étudiants de l'Université de Khartoum. Las, il retourna finalement à Nyala au Darfour et fit carrière tout en maintenant son engagement militant. Sa rupture avec le mouvement eut lieu en 1988, lorsque le conflit au Darfour atteignit son apogée : Daoud Bowlad soutenait les Four contre le FNI et disparut peu après. Il ne réapparut qu'à l'automne 1991 à la tête d'une colonne de l'APLS. Khartoum réagit alors avec une violence qui n'est pas sans rappeler celle à l'œuvre depuis la mi-2003 et dépêcha pour mater la rébellion al Tayyeb Ibrahim Mohamed Kheir[104]. Celui-ci mit en œuvre avec la plus grande brutalité ce que toutes les administrations coloniales avaient fait au Darfour pour contenir des révoltes : une politique de la terre brûlée et la constitution de milices pour mener la guerre plutôt que l'utilisation d'une armée peu enthousiaste à la tâche.

De cet épisode tragique et peu connu on peut tirer au moins deux conclusions. La première est que la stratégie de Bowlad avait échoué : ce dernier avait escompté un soulèvement des siens, les Four, par la simple présence de combattants de l'APLS[105]. Cela ne s'était pas produit et il n'y avait pas eu identification des uns aux autres : au Soudan comme ailleurs, l'alliance des marginalisés ne va pas de soi et l'on ne peut pas simplement ajouter des revendications sous prétexte qu'elles visent le même pouvoir et prétendent avoir des fondements identiques. C'est sans doute une leçon que les insurgés actuels et l'APLS devraient se remémorer à l'heure où chacun essaie de renouer des alliances pour la mise en œuvre des accords de paix.

---

[103] Une croissance que souligne le rapport de l'ONG soudanaise al-Massar : les nomades étaient estimés à 259 887 selon le recensement de 1993 et à plus de 575 268 en 2002. Voir pour une réflexion sur ces transformations démographiques l'article de François Ireton et Eric Denis à paraître dans *Politique africaine*, 95, octobre 2004.

[104] Militant islamiste de la première heure, il est l'un des proches d'Ali Osman Mohamed Taha. Il est réputé pour la brutalité de son engagement : il hérita de son passage à l'Université de Khartoum où il fit ses études de médecine avant d'opter pour la carrière militaire, du surnom de Tayyeb Sikha, i.e. « barre de fer ». Le reste se passe de commentaire.

[105] Certains expliquent l'échec par le fait que la plupart des recrues étaient étrangères au Darfour, et venaient des monts Nouba et, bien sûr, du Sud-Soudan.

Cette tragédie (des villages entiers furent détruits pour avoir accueilli *volens nolens* les partisans de Bowlad) eut une autre conséquence : elle démontra au gouvernement qu'il pouvait compter sur l'intervention de certains groupes mais escompter la passivité d'autres en cas de menace. La méfiance envers les Four se développait d'autant que les sympathisants de l'APLS développaient à leur égard un discours qu'on peut synthétiser ainsi : « Vous, Four, les Arabes vous ont convertis à l'islam pour que vous ne les combattiez pas ». L'idée germa alors de récompenser les premiers, quitte à humilier les seconds. Ce choix, ou plutôt cette tendance - tant il est important de concevoir que la politique vis-à-vis du Darfour n'a jamais fait l'objet de consultations significatives sauf lorsque les affrontements y devenaient trop importants - se manifesta dans des réformes ou dans la manière dont des réformes furent mises en œuvre au Darfour.

La première fut la remise en cause de l'unité du grand Darfour et sa division en trois Etats à partir d'une réforme constitutionnelle instaurant le fédéralisme pour l'ensemble du Soudan en 1994 : Nord-Darfour, Darfour occidental et Sud-Darfour. Cette réforme, dont on n'analysera pas ici les attendus, avait une conséquence évidente pour le Darfour : elle divisait le groupe le plus nombreux, les Four, en trois et donc ne pouvait que réduire son influence et le mécontenter. Elle fut suivie d'une rationalisation de l'administration locale à l'image de celle mise en place au Sud-Kordofan par le gouverneur Mohamed Ahmed al-Fadal. Cette réforme redessinait des circonscriptions administratives et donnait à des groupes « non autochtones » le contrôle de certaines d'entre elles, surtout dans le Darfour occidental[106] : l'attribution de *Dar* ou de *hakura* sans suivre le mode traditionnel esquissé plus haut devenait possible et, dans le même temps, les autorités les plus importantes (notamment les sultans des trois principaux groupes Zourga, les Zaghawa, les Masalit et les Four) étaient rabaissées au rang de chefs de tribu. Cet épisode est essentiel pour comprendre l'origine des troubles dans le Darfour occidental.

Cette réforme mise en place à partir de 1996 ne pouvait être à l'origine d'un embrasement de la région car elle n'avait pas les mêmes implications partout, mais elle a produit ou contribué à produire une constellation d'incidents et d'affrontements auxquels le gouvernement régional a répondu de façon totalement inadéquate. Caractéristique est à ce niveau le conflit qui opposa les Masalit à des pasteurs arabes à compter de 1998. Le gouvernement ne prit conscience que tardivement de la gravité du conflit, mais joua finalement son rôle de médiateur et de facilitateur. Au terme d'une grande conférence où participèrent officiels de Khartoum, figures politiques locales et chefs traditionnels, un accord de paix fut conclu, dans l'acrimonie, certes, mais avec une garantie de la part de l'Etat de verser des dédommagements (*diyya*) et de contraindre les fortes têtes à le respecter. Cependant, cette bonne volonté (?) de l'Etat ne dura pas : une très faible partie de l'accord fut mise en pratique, ouvrant la voie à une reprise des hostilités.

[106] Mariam Abdel Rahman Ibrahim Ali, *Research Report on Conflict Management and Resolution in the Sudan. Case of Arab-Masaleet Conflict in Darfur*, Khartoum, Economic and Social Research Institute/ Organisation for Social Science Research in Eastern and Southern Africa, décembre 2003.

A l'aube de la révolte actuelle, les Etats du Nord-Darfour et du Darfour occidental n'étaient donc pas à feu et à sang malgré tous les indicateurs au rouge. Comme l'écrivait en 1994 Sharif Harir à propos de la situation des années 1980, tous les éléments d'une escalade étaient réunis sans qu'aucun n'eût en lui-même une capacité de déstabilisation radicale de la situation. Particulièrement préoccupant était un accroissement du banditisme social et de grand chemin (surtout au Nord-Darfour), une réalité importante que le gouvernement essaie d'utiliser aujourd'hui pour masquer l'ampleur de la guerre au Darfour. Mais il faut également mentionner une constellation de conflits fonciers et autres. Ces dynamiques d'involution se développent dans la région alors que la présence de l'Etat est faible et finit par être totalement partisane.

C'est à Khartoum qu'est le gouvernement et c'est bien sûr le gouvernement qui est comptable de ces négligences, de la passivité face à l'accumulation de signaux d'une déstabilisation radicale de l'ordre public dans cette région. Mais il n'y a alors pas d'intérêt, pas d'attention à prévenir une crise en gestation : tous les responsables sont alors focalisés sur les divisions internes du mouvement islamiste, sur la redistribution de la rente et sur les négociations avec l'APLS qui se profilent avec la nomination du sénateur J. Danforth.

L'émergence des mouvements insurgés au Darfour : interrogations

En février 2003, pour la première fois, la responsabilité d'incidents armés était revendiquée par une organisation politique, le Front de libération du Darfour, qui devait changer de nom quelques semaines plus tard et adopter son appellation actuelle : le Mouvement de libération du Soudan/Armée de libération du Soudan (MLS/ALS)[107]. Un autre mouvement apparaissait également, le Mouvement pour l'égalité et la justice (MEJ). Les plates-formes politiques de ces mouvements consistaient surtout en une critique en règle de l'attitude historique de l'Etat central vis-à-vis de leur région[108]. Des contacts en février 2003 entre figures du régime et sympathisants du premier groupe à el-Fasher concluaient à la nécessité du dialogue et au refus d'une résolution militaire de la crise. Mais rien ne se passait au niveau politique. Plus que leurs revendications, la prise de contrôle en avril 2003 pendant quelques heures de l'aéroport d'el-Fasher où d'importantes quantités de matériels militaires furent détruites ou volées, puis, un mois plus tard, celle de la seconde ville de cet Etat fédéral, Mellit, démontrèrent que ces mouvements constituaient une menace bien plus sérieuse qu'on ne l'avait estimé à Khartoum. La guerre était à l'ordre du jour.

[107] Un élément de plus qui dénote une impréparation politique. Comme le disait l'un des sympathisants de ce mouvement à Khartoum, en mai 2004 : « Libérer le Darfour, mais de qui ? Cette région n'est occupée par personne »…

[108] Voir **http://www.darfurinfo.org/**, **http://www.sudantribune.com/** ou la liste Sudan-L déjà citée (message de Mohamed Nagi le 14 mars 2003).

Nous allons tenter ici de fournir quelques éléments sur la généalogie de ces groupes. Dans la mesure où ils demeurent très mal connus, de nombreuses hypothèses devront être vérifiées.

La création d'élites modernes au Darfour est relativement tardive, à la mesure du développement de son système d'enseignement : le premier lycée date de 1959 à el-Fasher. De fait, la formation des premières générations s'est faite ailleurs, à el-Obeyyed au Kordofan ou directement dans la capitale. L'élite politique élue alors avait peu d'appétence pour l'instruction formelle ou préférait déjà se concentrer sur ses intérêts dans la capitale. C'est d'ailleurs l'un des clivages initiaux qu'on retrouve également au Tchad et dans d'autres pays à large population nomade : il y a une certaine résistance à la scolarisation, due non seulement aux contraintes de la migration, mais aussi à la perception d'une déculturation (et même christianisation) liée au fait que les écoles ont d'abord été gérées par l'appareil d'Etat colonial. Cette situation fournit initialement deux trajectoires d'élites distinctes : certains étaient propulsés à des postes politico-administratifs à cause de leur appartenance partisane et en dépit d'un faible niveau d'instruction (notamment les Zaghawa et les groupes arabes, tous au parti mahdiste) et d'autres connaissaient une progression plus lente dans les rangs de l'élite car elle dépendait de leur niveau de scolarisation (notamment les Four, les Berti, les Masalit, etc.)

Cette situation éclaire les conditions d'émergence du Front pour le développement (ou avancement) du Darfour (FDD) en 1964. Ses fondateurs, tous des instruits, eurent une vie politique bien remplie. Son premier président, Ahmed Ibrahim Diraige (Four) fut élu en 1968 au Parlement sous l'étiquette Oumma ; il fut gouverneur du Darfour de 1981 à 1983, date à laquelle il jeta l'éponge devant la passivité du gouvernement central face aux menaces de famine. D'autres, comme Ali Hassan Taj ed-Din (Masalit)[109], auront un cheminement analogue. Ali el-Hajj Mohamed (Bornou), déjà un Frère musulman au moment de la formation de ce groupe, fit carrière au sein de l'organisation de Hassan el-Tourabi et est aujourd'hui le numéro deux en exil du Congrès national populaire. Mais il faudrait également citer Mohamed Saleh al-Faki (Awlad Massa), Mohamed Tayyeb Zein ed-Din (Berti), Mohamud Muse Mohamud (Berti) Abdirahman Bishara (Zaghawa), Mohamed Aden Shanaib (Zaghawa), Yahya Mohamed ed-Din (Masalit)[110]…

Le FDD, créé dans la fièvre du renversement de la dictature militaire en 1964, entendait être un groupe de pression en faveur de la région d'origine de ses membres, plutôt qu'une organisation politique au sens intégral du terme. Les remarques précédentes permettent de comprendre sa situation un peu paradoxale : comme c'est un regroupement d'instruits, les membres arabes sont peu nombreux au sein de sa

[109] Ce dernier fit aussi carrière au sein du parti Oumma et, proche du cousin de Sadeq, Moubarak al-Fadel al-Mahdi, fit scission avec lui en 2002 pour travailler avec le Congrès national. Il est à l'été 2004 l'un des conseillers présidentiels et fait partie des négociateurs du côté gouvernemental.

[110] Liste fournie lors de différents entretiens et sans doute à compléter. Nombre de ces personnes ont eu des charges officielles à différents moments et certaines d'entre elles comme Mohamud Muse Mohamud, universitaire, sont encore députés au Parlement dans les rangs du Congrès national.

direction : le vice-secrétaire général est Habbaniyya et le trésorier appartient à une toute petite tribu arabe du Sud Darfour. Cela s'explique aussi par la volonté du parti Oumma de conserver le monopole de l'expression politique régionale, d'autant que l'idée d'une rivalité (ou d'une insatisfaction) envers lui transparaissait assez clairement dans le discours de ces instruits, mais les réunions du FDD dans la capitale eurent souvent lieu au Club Rizeigat à Khartoum 2. L'organisation de la vie politique soudanaise ne donnait donc pas d'espace à une telle organisation sans base sociale propre et, si ce groupe s'est maintenu, son activité publique aura été minimale. Cependant, le FDD avait un réel impact sur l'ouverture d'écoles privées et de bibliothèques au Darfour pour pallier les déficiences du système public.

La situation évoluait avec la nomination d'Ahmed Diraige à la tête de la région en 1981. C'était un enfant du pays et il entendait tenir compte des rapports de force démographiques dans les nominations au sein du gouvernorat régional. Pour la première fois depuis la déposition par les Britanniques du dernier sultan four, Ali Dinar, on avait une administration des « enfants du pays » conduite par un Four. Les témoignages sur son passage aux affaires sont contradictoires. Pour beaucoup, cette méthode de gouvernement a considérablement aiguisé l'ethnicisation de l'administration locale et donc produit des effets plutôt négatifs à moyen terme, malgré la qualité de l'homme. D'autres, au contraire, mettent l'accent sur le sabotage de sa politique à l'intérieur même de son équipe par ceux qui, profitant d'un meilleur accès au pouvoir central à Khartoum, ne voulaient pas abandonner des privilèges indus[111]. Un point intéressant pour la compréhension de la situation actuelle est que tous critiquent le fait qu'il ait jeté l'éponge[112] sans plus se situer politiquement sur la scène soudanaise : ses partisans ne savaient plus s'ils devaient demeurer au parti Oumma, ou adhérer à un autre parti politique. L'idée de forger une organisation régionaliste n'était pas alors à l'ordre du jour.

Les élections de 1986 marquèrent l'ascendant du parti Oumma sur cette région : il y fit élire 34 de ses 99 députés et le FNI rafla les trois autres sièges à l'autre grand parti traditionnel. Ces résultats traduisaient une profonde continuité historique : depuis la participation au soulèvement mahdiste contre la puissance ottomane jusqu'à ces années, le parti Oumma fonctionnait comme une institution totale car la quasi-confrérie religieuse, les Ansar, qui en est le soubassement social, organisait la vie religieuse, les leaders traditionnels et l'administration locale, l'espace public. Quelles que soient les réserves qu'on puisse formuler face à l'immobilisme du parti Oumma, son fonctionnement durant les périodes démocratiques pouvait constituer un moyen de prévention ou de règlement des conflits car il avait la capacité de réunir les autorités religieuses et tribales, les administrateurs locaux et les combattants et de faciliter les conditions d'un accord de paix.

[111] Entretien, Tijani Seifi Ateem, Londres, juillet 2004. Ce dernier, d'origine four, a été gouverneur du Darfour en 1987-1988 puis ministre des Finances régional avant de partir en exil au moment du coup d'Etat de juin 1989.

[112] Il vit à Londres depuis, malgré de fréquents séjours au Soudan durant la période démocratique.

Mais ce sont alors les islamistes qui passaient à l'offensive, et ce pour plusieurs raisons. D'une part, l'islam pratiqué dans cette région du Soudan, à la très notable et importante exception des Four, est très dépouillé et donc pas très éloigné de celui des islamistes, polarisé par le salafisme. D'autre part, le parti de Tourabi était un véritable vecteur de modernité alors que les dirigeants Oumma commirent de nombreuses erreurs. Ils refusèrent notamment de coopter des jeunes à des postes de responsabilités après le soulèvement de 1985 et ne déployèrent aucune ressource nouvelle dans une région qui en manquait tant au terme de l'aide d'urgence de 1986. Les islamistes eux investissaient, recrutaient dans les écoles, chez les petits commerçants, fournissaient des services et aidaient aussi les jeunes lycéens diplômés à s'insérer dans les universités de la lointaine capitale. Cette politique allait être décuplée après 1989, au point que certains affirment qu'une bonne partie des services de sécurité du nouveau régime a été recrutée dans cette région.

Tourabi capitalisa d'ailleurs ce succès lorsqu'il fut mis en difficulté au sein du Congrès national, entre décembre 1998 et septembre 1999 : ce furent les délégués du Darfour qui lui permirent de l'emporter sur les autres caciques du PCN lors du congrès du mouvement, en septembre 1999, et qui lui redonnèrent pour quelques mois la direction du parti gouvernemental. Cependant, cette réussite était partielle et non dénuée de critiques acides vis-à-vis de son mouvement. Entre l'accumulation de promesses et les réalisations, il y avait un univers. Le financement des fameuses universités régionales fut minime ; la route qui devait permettre de relier el-Fasher à Khartoum en toute saison s'était rapidement arrêtée et les fonds avaient disparu ; les investissements de l'Etat demeuraient pratiquement inexistants dans le système de santé, etc.

Il est difficile d'avoir des certitudes sur l'émergence des deux mouvements. Ce qui suit est basé sur des entretiens avec des dirigeants et leurs proches, ou avec des sympathisants : c'est une construction rationalisée à partir de récits souvent contradictoires. Le crédit à y apporter doit rester mesuré.

Pour nous, le MEJ est sans doute celui des deux mouvements dont la constitution a été la plus réfléchie. Lorsqu'en décembre 1999 Tourabi est démis de ses fonctions dans l'appareil d'Etat et dans le Congrès national, le doute s'installe sur la stratégie à adopter : constituer le Congrès national populaire (cela sera fait quelques mois plus tard) certes, mais l'arrestation de Tourabi en février 2001 marque l'échec prévisible de cette stratégie. Dès le printemps 2000, un opuscule fait beaucoup de bruit à Khartoum et est interdit à la diffusion : il s'agit du *Livre noir*[113] qui recense les différents aspects de la présence de Darfouriens dans l'appareil d'Etat et entend ainsi démontrer la marginalité de cette région. Qui en sont les rédacteurs ? Ali el-Hajj éminente figure politique du Darfour, Khalil Ibrahim Mohamed le futur président du MEJ ou des cadres moins connus du Congrès national populaire ? Cette phase constitue l'amorce du MEJ qui a d'ailleurs mis l'ouvrage sur son site Internet.

[113] Evidemment disponible sur le site Internet du MEJ, **http://www.sudanjem.com/**. Voir le commentaire fait par l'auteur et Mohamed Nagi dans *Critique internationale*, 12, juillet 2001.

Le MEJ, lorsqu'il apparaît, est donc rapidement perçu comme une émanation du parti de Tourabi, une accusation niée avec la plus grande énergie jusqu'à aujourd'hui. De nombreux faits militent pourtant en faveur de cette thèse. Il y a d'abord l'histoire politique de son dirigeant, Khalil Ibrahim Mohamed : militant du FNI avant son officielle dissolution en 1989, ministre de l'Education au Darfour dans les années 1990, mais aussi, selon certains[114], responsable des services de sécurité chargé notamment de la surveillance des Zaghawa au Tchad et de l'organisation des Forces de défense populaire au Darfour. Cet engagement politique est partagé également par de nombreux cadres de son mouvement. Remarquable est aussi la sympathie affichée à tout propos par le vieux dirigeant islamiste après sa libération, en octobre 2003, jusqu'à son retour en prison en mars 2004, envers cette organisation, comme est peu commun son appel aux cadres de sa propre organisation pour qu'ils rejoignent le MEJ. Faut-il ajouter que des financiers de son mouvement versent également leur obole au MEJ ? Un autre élément plus contourné peut également conforter cette vue. Lors de sa libération, Tourabi défend l'idée d'un mouvement islamiste plus décentralisé et mieux inscrit dans les réalités régionales du Soudan : le MEJ serait-il le produit d'un aggiornamento décentralisateur du CNP ?

Mais d'autres éléments invitent à nuancer l'adhésion à une telle thèse. Il y a d'abord les dénégations répétées des dirigeants et de leurs proches : s'ils se ralliaient purement ou simplement au Congrès populaire demain, ils en payeraient le prix. Khalil lui-même explique que la crise entre Tourabi et Ali Osman a été un choc et a provoqué son éloignement d'abord en Hollande pour achever ses études de médecine, puis au Tchad en 2001 pour rédiger les premiers textes de son organisation[115]. Il y a la nature du recrutement de ce parti : même s'il prétend regrouper les marginalisés du Darfour et d'ailleurs, ses recrues à l'intérieur sont pour l'essentiel des Zaghawa du sous-groupe Kobe dont est issu Khalil lui-même. Quelques observateurs notent également son origine familiale – un lien direct avec le sultan de Tine - qui lui donne un capital social conséquent et une reconnaissance des deux côtés de la frontière tchado-soudanaise. Il est douteux, au Soudan comme ailleurs, qu'un mouvement armé construit sur des bases ethniques aussi limitées puisse exister par la seule référence à une idéologie, islamiste ou non. Lors de toutes les discussions politiques, jamais aucune mention des motifs idéologiques traditionnels des islamistes (*charia*, Etat islamique, hostilité vis-à-vis des Etats-Unis) n'a réellement épicé les propos des cadres du MEJ. De plus, l'autre mouvement, le MLS/ALS, qui se déclare très proche de l'APLS, collabore avec lui : cela suggère également que sur le terrain ces questionnements idéologiques n'ont pas un réel ancrage. Les discussions politiques en cours à N'djamena, Addis-Abeba, Asmara et Genève n'accréditent pas non plus l'idée d'un mouvement acquis aux valeurs islamistes.

---

[114] Entretiens, Khartoum, mai 2004. Voir également l'entretien de Mustapha Ismaël, ministre des Affaires étrangères soudanais au journal *Le Monde*, 22 juin 2004.

[115] Entretien avec Khalil Ibrahim Mohamed, Paris, mars 2004, et Djibril Ibrahim Mohamed, Dubaï, juin 2004.

On peut donc imaginer de nombreux scénarios. Celui auquel nous souscrivons à l'été 2004 est le suivant : le MEJ est né notamment d'une impulsion initiale de Tourabi et s'est autonomisé de façon croissante à la faveur de son succès au Darfour. Il fournit également une possibilité de reclassement pour les élites darfouriennes du Congrès populaire dans la mesure où l'existence de leur parti est de plus en plus précaire, compte tenu de l'emprisonnement de son dirigeant. Sans doute, le débat sur le lien avec un projet islamiste serait relancé si Hasan el-Tourabi se retrouvait à nouveau au centre de l'échiquier politique. Mais il faudrait alors considérer la tension entre les solidarités ethniques, très fortes au Darfour, et les idéologies politiques.

Le MLS/ALS est sans doute encore plus singulier. C'est le plus important des deux mouvements, il recrute essentiellement au sein des Zaghawa Twer, des Four et des Masalit. Une telle présentation est un peu trompeuse car elle laisse entendre une coordination initiale, un projet commun, alors que nombre d'éléments indiquent en fait que différents groupes se sont peu à peu rassemblés autour d'une plate-forme commune. C'est un peu une histoire similaire à celle du Frolinat tchadien dans ses premières années[116]. Les données de première main sont rares. Il semblerait - avec toutes les précautions d'usage - que ce mouvement plus que le MEJ reflète une greffe horizontale et verticale. A la base de l'ALS, il y aurait en effet trois phénomènes de nature radicalement différente. Le premier est le retour au Tchad des Zaghawa Twer et leur disponibilité à en découdre pour se défendre face à des « incursions » de groupes arabes liés souvent à leur passé tchadien. Le second est le retour à la faveur du cessez-le-feu d'octobre 2002 de combattants darfouriens de l'APLS qui, sachant la guerre terminée au Sud et la situation de plus en plus problématique chez eux, décident de rentrer. On ne peut exclure une incitation des dirigeants de l'APLS même si seule une aide en munitions est attestée. Enfin, il y a l'essentiel, la dégradation de la situation au Darfour.

Le mouvement existe et est centralisé par le discours politique de dirigeants en qui les chefs militaires se reconnaissent par défaut plus que par affinité, peut-être d'ailleurs comme pour le MEJ. Le président, Abdel Wahid Mohamed Ahmed Nour, qui a fréquenté l'école secondaire à el-Fasher avant d'aller finir ses études de droit à Khartoum, n'a pas un passé politique très substantiel, à l'exception sans doute d'une sympathie estudiantine pour le Parti communiste soudanais, un élément d'appréciation peu signifiant compte tenu de sa génération. Mini Arkoi Minawi, le secrétaire général qui est un Zaghawa, est pratiquement un inconnu. Certains cadres militaires du mouvement pourraient à la limite avoir une expérience politique plus grande dans la mesure où ils ont combattu ave Deby et se sont retrouvés pendant quelques années au Tchad (y compris dans la garde présidentielle) ou au Sud-Soudan ou dans les monts Nouba avant de rentrer chez eux.

Le scénario qui apparaît à ce jour le plus crédible serait donc le suivant. Sur le terrain même, on a des escarmouches qui associent Four et Zaghawa (peut-être même comme le disent certains, vivant dans les mêmes villages) contre des ennemis

[116] Robert Buijtenhuijs, *Le Frolinat et les révoltes populaires du Tchad, 1965-1976*, La Haye, Mouton, 1978.

communs, ainsi que, plus vers la zone frontalière, les Masalit. L'ALS est donc déjà dans son noyau une organisation assez déliée : on peut la voir comme une mise en réseau de groupes d'autodéfense avec toutes les implications que l'on peut imaginer sur la coordination interne, le degré de politisation, la capacité d'exprimer des revendications communes au-delà de grandes généralités. Des élites marginalisées du Darfour décident de s'impliquer alors que les tourabistes évoquent déjà dans les cercles darfouriens une possible révolte. Cet engagement est aussi consécutif aux nombreuses arrestations des instruits au Darfour et à Khartoum – Abdel Wahid était lui-même arrêté pendant plusieurs mois avant de rejoindre le mouvement – et à la mise en place de procédures d'exception pour éliminer tout opposant potentiel (*cf*. le système de cours spéciales créées au Darfour en 2001[117]).

Il y a donc la convergence de plusieurs dynamiques. La première est l'hostilité aux islamistes et au régime, car ce mouvement fait peu de cas des différences entre Beshir et Tourabi, et donc la volonté de ne pas voir des élites islamistes capter la représentation régionale alors que les deux sont jugés responsables de la répression qui s'abat sur les lettrés darfouriens et, de façon croissante, sur les populations. La seconde est la dynamique des affrontements sur le terrain qui incite à une meilleure coordination, à une mobilisation des réseaux urbains pour financer les groupes d'autodéfense et conduit mécaniquement à une implication plus grande d'instruits qui pourraient mieux guider et conseiller les chefs militaires. La troisième est la concomitance des négociations Nord-Sud. Comme pour le MEJ, le fait que le gouvernement négocie avec l'APLS semble indiquer qu'il est temps de s'imposer également dans les discussions : la définition précise du projet politique, au-delà de la critique absolument justifiée de la marginalité du Darfour, viendra plus tard…

L'alliance Four/Zaghawa, manifestée par la présence de Minawi et d'Abdel Wahib aux négociations, est sans doute plus fragile qu'il n'est souvent dit. Non seulement parce que les relations entre les deux dirigeants n'apparaissent pas toujours comme très cordiales, mais plus sérieusement parce que les deux groupes se sont combattus avec acharnement dans les années 1980 et que chacun tient sur l'autre un discours ethnique pas toujours chaleureux. Enfin, le régime à Khartoum dispose également de partisans dans les deux communautés et peut mobiliser, comme il le fait depuis le printemps 2004, une frange d'instruits four et de grands commerçants zaghawa pour miner le soutien à la rébellion[118].

Comment comprendre l'attitude du gouvernement soudanais ? Il faut d'abord remarquer qu'elle a changé suivant les événements : la modération initiale a vécu, en mai 2003, et un an plus tard, si l'on peut croire les ONG internationales, c'est un appareil d'Etat divisé qui fait face à la crise, certains restant ébahis devant une politique aussi violente et contre-productive, d'autres au contraire assumant et voulant maximiser les gains militaires avant de devoir reculer. La description qui suit pourrait

[117] Voir les rapports d'Amnesty International qui, depuis des années, suit la détérioration de la situation au Darfour.

[118] Ainsi les pseudo-négociations entre le MEJ et le régime au début juillet à Paris, provoquées par un grand commerçant zaghawa de Khartoum.

donc rendre compte des calculs de la fraction la plus dure mais aussi la plus active du régime dans la gestion du Darfour, tels qu'ils apparaissent au début de l'été 2004.

La volonté de contrecarrer les mouvements insurgés a été dopée par trois considérations cardinales. La première est que ces mouvements sont aidés par l'opposition qui, elle-même, peut s'appuyer sur l'étranger. On doit comparer l'engagement du gouvernement à la ferveur militariste dont il faisait preuve chaque fois que l'APLS prenait pied au Nord-Soudan dans des zones qu'il considérait comme siennes : qu'on pense à Kourmouk ou à Kassala… Dans sa vision, l'APLS (et donc les Etats-Unis ou les Israéliens) veut ainsi se donner des moyens de pression militaire lors de la mise en œuvre des accords de paix. Le rapport avec les tourabistes, puisque le MEJ est vu comme tel, est aussi dicté par une forte animosité : rien de pire que la haine entre deux frères.

Il y a ensuite un calcul qui se révélera dramatiquement faux. Le gouvernement escompte une réaction de la population de même nature que celle qui avait prévalu lors de l'épisode de Daoud Yahya Bowlad : la passivité et l'apathie. A cause de tous les conflits et des tensions qu'ils ont suscitées après 1996, cette réaction est à l'opposé : la population prend fait et cause pour les insurgés et ce basculement change la nature de la guerre, précipite le recrutement sur une grande échelle des *janjawid* et la radicalisation des affrontements.

Il y a enfin une inquiétude sur le devenir du régime, ou plus exactement sur le rôle de la rente pétrolière dans son maintien aux affaires. L'accord avec l'APLS est politiquement une victoire de Khartoum mais symboliquement une défaite, pour des raisons mentionnées dans la seconde partie de ce texte. Le gouvernement sait que son maintien au pouvoir est lié à sa capacité à faire basculer les élites rurales de son côté lors des élections, un peu plus de deux ans après la mise en œuvre officielle des accords de paix. L'usage le moins conditionnel de la rente est donc indispensable. Si ces élites venaient à bénéficier d'un accès indépendant à des ressources significatives, par un accord de même nature que celui signé avec l'APLS mais pour leur région, elles pourraient faire preuve d'une tout autre indépendance, opter peut-être pour le gouvernement, mais aussi pour d'autres partis dans un champ politique à nouveau concurrentiel. En s'opposant ainsi aux insurgés du Darfour, le gouvernement maintient la centralité du pouvoir à Khartoum comme vecteur d'allocation de ressources et peut espérer entretenir le légitimisme.

* *
*

Au début phénomène périphérique dans la grande recomposition politique soudanaise, le conflit au Darfour paraît avoir ramené jusqu'à un certain point le régime soudanais à sa situation de 1996 : le Conseil de sécurité des Nations unies doit statuer et sa résolution sera sous chapitre VII. Certains Etats évoquent leur disponibilité pour fournir des soldats dans le cadre d'une intervention internationale. Pourtant, les ambiguïtés sont beaucoup plus grandes qu'il n'y paraît.

Le discours humanitaire n'est pas d'une absolue cohérence, comme l'atteste l'attitude du Congrès américain votant une résolution pour qualifier de « génocide » la guerre au Darfour mais n'exigeant pas l'application intégrale de la Convention internationale dont Washington est signataire. De la même manière, *mezza voce*, les Nations unies font savoir que les Etats envoient leurs ministres, multiplient les déclarations, mais oublient de financer l'opération humanitaire à la hauteur de leurs promesses publiques[119].

Sur le terrain, la situation est plus confuse. L'aide arrive, mais les vraies questions se poseront à l'automne lorsque les taux de mortalité au sein des déplacés vont monter en flèche. Leur rapatriement forcé, comme l'enrégimentement des *janjawid* dans les FDP, est une manière pour le gouvernement de recouvrir d'un voile fort peu pudique une crise où sa responsabilité est essentielle.

Contrairement à 1996, pourtant, ce gouvernement n'est pas acculé. Au niveau international, la sainte alliance qui avait si bien fonctionné pour le sauver d'un vote négatif à la Commission des droits de l'homme à Genève s'est remise en place : la Chine populaire, la Russie, le Pakistan se mobilisent pendant que le monde arabe ne veut voir dans la dénonciation américaine qu'un nouvel épisode de « l'impérialisme libéral » qui justifie au nom du droit et de la morale universelle une intervention en Irak ou en Sierra Leone mais pas en Israël[120]. Enfin, il y a le pétrole…

Les conséquences de ce conflit dépassent aujourd'hui le Soudan. Le régime tchadien en subira tôt ou tard les effets. La tentative de coup d'Etat en mai 2004 en est l'effet aujourd'hui le plus apparent, mais il faudrait dans un autre cadre s'interroger sur plusieurs recompositions en cours. D'une part, face à un Idriss Deby qui veut durer et bénéficie du soutien français et peut-être occidental, une partie de l'opposition tchadienne n'imagine plus comme alternative la voie armée et des contacts existent déjà au Darfour pour convaincre des groupes tchadiens de rentrer avec armes et bagages (et bétail, devrait-on dire). D'autre part, l'attitude de Khartoum pourrait également évoluer rapidement. En effet, une manière de se débarrasser du problème des *janjawid* serait de convaincre ces derniers de traverser la frontière. De plus, la position de N'Djamena sur le conflit s'est distanciée de celle de Khartoum après la tentative de coup d'Etat et Khartoum regrouperait depuis le printemps des opposants armés à Deby dans le Sud-Darfour et le Darfour occidental pour ramener celui-ci à une attitude plus conforme aux intérêts du régime soudanais. On le voit, à l'aune de ses aspects politiques, militaires et humanitaires, la guerre du Darfour établit un lien entre deux régimes autoritaires désireux de durer sans se réformer.

---

[119] IRIN, *Sudan: Interview with UN's Jan Egeland on the situation in Darfur*, 5 juillet 2004 (**http://www.irinnews.org**).

[120] Voir, par exemple, Julie Flint, « A conspiracy of silence in Beirut », *The Daily Star*, 23 juillet 2004.

CONCLUSION

La conclusion d'accords de paix au terme d'une guerre de plus de vingt ans n'est pas aisée. Sa difficulté est à la fois atténuée et renforcée par le climat régional. La lutte antiterroriste s'est profondément durcie et a simplifié des choix politiques qui savaient, avant le 11 septembre, jouer sur l'ambiguïté. Les raisons qui motivent le soutien ou les réserves vis-à-vis d'un régime ont considérablement évolué et provoquent de nombreuses contradictions. Qu'importe, dans cette période, si les populations ont souvent des évaluations radicalement différentes de celles des chancelleries étrangères.

La déclaration de Mukesh Kapila, le coordinateur des Nations unies, le 22 mars 2003, qualifiant le Darfour de « plus grave crise humanitaire au monde » précipitait un raidissement diplomatique généralisé du monde occidental. Elle redonnait substance à une alliance hétérogène qui s'était quelque peu délitée avec les négociations en 2002 entre la droite religieuse, les défenseurs des droits de l'homme et le Black Caucus. De nouveau certains rêvent de changement de régime malgré son peu de succès ailleurs. Entre les défenseurs des droits de l'homme, excédés devant la violence de la guerre et la versatilité de la communauté internationale, et les partisans d'un changement radical d'équipe à Khartoum se construit une nouvelle alliance basée sur des faux-semblants : sur fond de campagne électorale américaine, la polémique sur le génocide avéré ou non au Darfour laisse béante la question de la citoyenneté et la géographie politique de l'Etat pétrolier au Soudan.

L'une des contradictions actuelles est en effet le statut du Soudan dans la politique américaine. La volonté de conclure un processus de médiation avant l'élection présidentielle américaine est un facteur important, notamment parce que le Soudan est devenu une question de politique intérieure. Mais, sans mise à distance critique des thèses de la droite religieuse et en se focalisant sur l'aspect Nord-Sud comme elle l'a fait, la médiation américaine a repris nombre de thèses développées par les islamistes. Elle a essentialisé un conflit, reconstruit l'identité des protagonistes et donné aux religions universalistes un rôle dans le conflit dont les croyants de part et d'autre se seraient sans doute bien passés. Surtout, elle a accepté une géographie du pouvoir et de l'Etat, une définition de la souveraineté et de la citoyenneté qui sont pour beaucoup dans la crise au Sud-Soudan, mais aussi au Darfour.

En reconduisant un gouvernement et en lui redonnant symboliquement un quitus pour les années les plus dures, elle a également indiqué que, sauf à parier sur des élections libres et transparentes, il n'y avait pour des contre-élites d'autre choix que de jouer les spoilers dans la situation actuelle. C'est ce qu'ont réussi à faire les mouvements insurgés du Darfour car leur émergence était aussi liée à une forte dégradation de la situation dans leur région et leur garantissait une base populaire qui fait, par exemple, encore défaut au Congrès des Beja dans l'Est du Soudan.

L'attitude internationale n'a pas été exemplaire des valeurs qu'elle prône. Elle a pendant de longues années laissé se développer une crise profonde au Sud-Soudan sans agir mais en dépensant une fortune en aide humanitaire. Elle a pendant de trop

longs mois refusé de mesurer l'ampleur de la crise au Darfour tant cette dernière pouvait interférer négativement sur les négociations en cours. Puis, elle a voulu l'utiliser comme un moyen de pression pour les accélérer tant ces discussions avaient déjà trop duré.

Au-delà de ces comportements internationaux, cocktails de naïveté, de compassion et de cynisme électoral, restent l'ampleur des recompositions en cours de la société soudanaise, les effets de la rente pétrolière sur les répertoires de revendication et l'étroitesse du chemin entre la guerre et la paix[121].

[121] Cette étude a été rédigée grâce à un financement du Centre d'études et de recherches internationales. Pour des raisons évidentes, certaines sources ont désiré rester anonymes.